

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISOIRE
DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 JUIN 2020**

Octobre 2020.

Table des matières

I. INTRODUCTION.....	8
II. SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES	11
2.1. RECETTES BUDGETAIRES	13
2.1.1. Mobilisation des recettes du budget général	13
2.1.1.1. Situation de réalisation des objectifs de recettes fiscales et non fiscales du budget général assignés aux services d'assiette et de recouvrement	13
DIRECTION GENERALE DES DOUANES	15
A. Rappel des objectifs quantifiés	15
B. Réalisations des recettes douanières	15
a. Recettes issues des produits pétroliers	16
b. Recettes issues des produits non pétroliers	17
C. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2020	17
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS	19
A. Rappel des objectifs	19
B. Réalisations	19
DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE	22
A. Rappel des objectifs	22
B. Réalisations	22
C. Perspectives pour le troisième trimestre	23
DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES	24
A. Rappel des objectifs	24
B. Réalisations	24
a. Recettes fiscales	25
b. Recettes non fiscales	25
c. Produits financiers	25
C. Contraintes et difficultés	26
D. Mesures correctives	26
E. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre de 2020	27
2.1.1.2. Mobilisation des dons programmes et legs	27
2.1.1.3. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)	28
2.1.1.4. Mobilisation des recettes exceptionnelles	30
2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes	30
A. Rappel des objectifs	30
B. Réalisations	30
a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :	31
b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :	31
c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :	31
d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :	32
e. Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :	32
f. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :	32
C. Perspectives	32
a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :	32
b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :	33
c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :	33

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2020

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :	33
e. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :	33
2.1.3.Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor	34
2.2. DEPENSES BUDGETAIRES	35
2.2.1.Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique	35
2.2.1.1.Budget général	36
A. Dépenses ordinaires	36
a. Personnel	37
b. Biens et services	37
c. Charges financières :	37
d. Transferts et subventions :	37
e. Dépenses en atténuation des recettes :	38
B. Dépenses en capital	38
a. Equipement - investissement	38
b. Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)	39
c. Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)	39
2.2.1.2.Budgets annexes	40
A. Dépenses ordinaires	40
a. Personnel	40
b. Biens et services	40
c. Transferts et subventions :	41
B. Dépenses en capital	41
2.2.1.3.Comptes spéciaux du Trésor	41
A. Dépenses ordinaires	41
A. Personnel	41
b. Biens et services	42
c. Transferts et subventions :	42
d. Dépenses en atténuation des recettes :	42
B. Dépenses en capital	42
2.2.1.4.Situation d'exécution agrégée par nature économique	43
2.2.1.5.Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au niveau des régions et des établissements publics	44
2.2.2.Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation	45
2.2.2.1.Programme de pilotage	46
2.2.2.2.Programmes opérationnels	46
2.2.2.3.Programmes des budgets annexes	46
2.2.2.4.Programmes des comptes spéciaux du Trésor	47
2.2.2.5.Dotations	47
2.2.2.6.Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.	48
2.2.3.Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction	48
2.2.3.1.Services généraux des administrations publiques	49
2.2.3.2.Défense	50
2.2.3.3.Ordre et sécurité publics	50
2.2.3.4.Affaires économiques	50
2.2.3.5.Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte	50
2.2.3.6.Santé	51

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2020

2.2.3.7.Enseignement	51
2.2.3.8.Protection sociale	51
2.2.3.9.Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.	52
III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE	53
3.1. RESSOURCES DE TRESORERIE	53
3.1.1.Produits des cessions d'actifs.....	54
3.1.1.1.Aliénations de meubles, d'immeubles et TF.....	55
3.1.1.2.Recettes de privation.....	55
3.1.2.Produits des emprunts à court, moyen et long termes	55
3.1.2.1.Produits des emprunts projets inscrits au BSI.....	56
3.1.2.2.Produits des emprunts programmes.	57
3.1.2.3.Produits des émissions de bons et obligations du Trésor.	57
3.1.3.Dépôts sur les comptes des correspondants.....	57
3.1.4.Remboursements de prêts et avances	57
3.2. CHARGES DE TRESORERIE	59
3.2.1.Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	59
3.2.2.Retraits sur les comptes des correspondants.....	60
IV. CONCLUSION.....	61

Liste des tableaux

Tableau 1. Evolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.....	9
Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget de l'Etat.....	11
Tableau 3. Situation des réalisations de recettes douanières.	15
Tableau 4. Situation des réalisations de recettes douanières.	17
Tableau 5. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2019 et 2020.	19
Tableau 6. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2020.....	22
Tableau 7. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au troisième trimestre de 2020.	23
Tableau 8. Situation de réalisation des prévisions de recettes budgétaires de la DND.	24
Tableau 9. Répartition des dons projets par ministère.	29
Tableau 10. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.....	30
Tableau 11. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.	34
Tableau 12. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.	35
Tableau 13. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.	39
Tableau 14. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.	44
Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.	45
Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.....	49
Tableau 17. Situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie.	53
Tableau 18. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.....	54
Tableau 19. Situation de réalisation des ressources de trésorerie par la DND.....	55
Tableau 20. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.	56
Tableau 21. Situation de recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.....	58
Tableau 22. Situation d'exécution des charges de trésorerie.....	59

Liste des graphiques

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.	14
Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.	14
Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations de recettes douanières des premiers semestres 2019 et 2020.	20
Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2020 par nature économique.	43
Graphique 5. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.	48
Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.	52

Liste des annexes

Annexe 1 : situation de réalisation des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie par les services d'assiettes et de recouvrement.	
Annexe 2 : situation d'exécution des dépenses budgétaires de riposte à la Covid-19.	
Annexe 3 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification programmatique et économique au 30 juin 2020, sans le financement extérieur du BSI.	
Annexe 4 : situation d'exécution détaillée des dépenses par budget et par programme ou dotation au 30 juin 2020, sans le financement extérieur du BSI.	
Annexe 5 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification administrative et économique au 30 juin 2020, sans le financement extérieur du BSI.	
Annexe 6 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification fonctionnelle au 30 juin 2020, sans le financement extérieur du BSI.	
Annexe 7 : situation d'exécution du financement extérieur du BSI par ministère.	

Liste des sigles et abréviations

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACI	Agence de Cession Immobilière
AE	Autorisation d'Engagement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BDM-SA	Banque de Développement du Mali, Société Anonyme
BMS-SA	Banque Malienne de Solidarité, Société Anonyme
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
COVID-19	Sigle anglais de "Maladie à Coronavirus 2019"
CP	Crédit de Paiement
CST	Comptes Spéciaux du Trésor
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNGM	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM-SA	Energie du Mali, Société Anonyme
EMABE	Entrepôts Maliens au Bénin
EMACI	Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire
EMAGHA	Entrepôts Maliens au Ghana
EMAGUI	Entrepôts Maliens en Guinée
EMAMAU	Entrepôts Maliens en Mauritanie
EMASE	Entrepôts Maliens au Sénégal
EMATO	Entrepôts Maliens au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
FCRIT	Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique
FDD	Fonds de Développement Durable
FFRFPAM	Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières
FGSP	Fonds de Garantie du Secteur Privé
FMI	Fonds Monétaire International
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2020

FRC-TVA	Fonds de Remboursement des Crédits TVA
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OPEP+	Alliance des pays producteurs de pétrole
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PSTE	Pays Pauvres Très Endettés
SOGEH	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOTELMA-SA	Société des Télécommunications du Mali, Société Anonyme
TAV	Taxe Ad Valorem
TF	Titre Foncier
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

I. INTRODUCTION

Contexte macroéconomique¹

La propagation rapide de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) à travers le monde durant le premier trimestre de 2020, a engendré une crise sans précédent, caractérisée, sur le plan sanitaire, par d'importantes pertes en vies humaines et, sur le plan économique, par une récession globale. Ainsi, selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), le PIB mondial devrait se contracter de 4,9 % en 2020 au lieu de 3% initialement annoncé, soit 7,8 points de pourcentage en moins par rapport à 2019. Cette récession historique risque de creuser davantage les inégalités et compromettre les progrès réalisés en matière de réduction de l'extrême pauvreté. Le volume du commerce mondial devrait se contracter d'environ 12% et les prix à la consommation maintiendront leur tendance baissière en raison de la diminution de la demande globale et de la baisse des prix du carburant.

Dans les pays avancés, l'activité économique devrait se contracter de 8% en 2020, soit 9,7 points de pourcentage en moins par rapport à 2019. Quant aux prix à la consommation, ils devraient passer de 1,4% en 2019 à 0,3% en 2020.

Dans les pays émergents et en développement, la contraction de l'activité économique devrait être moins importante que dans les pays avancés (-3,0%), avec de fortes disparités entre les régions qui composent ce groupe de pays. En Afrique subsaharienne, le taux de contraction s'établirait à 3,2% en 2020, après une croissance de 3,1% en 2019. Les prix à la consommation devraient varier de 4,4% en 2020, contre 5,1% en 2019.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 1,3%, en baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport à 2019.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques annoncent une contraction plus accentuée de l'activité économique avec un taux de croissance nul, contre 5,1% en 2019. Selon l'INSTAT, les résultats du premier trimestre 2020 affichent la plus faible croissance observée depuis 2013 pour cette période. L'impact économique de la Covid-19 au Mali se traduit également par la baisse des cours du coton, la réduction du volume de commerce extérieur et l'augmentation des besoins de financement de la balance de paiement et du budget d'Etat. Aussi, selon les conclusions d'une étude menée par la Banque mondiale, la pauvreté devrait enregistrer une augmentation globale de 1 à 3 points de pourcentage, soit 199 200 à 541 323 personnes de plus en situation de pauvreté absolue.

De manière globale, les projections sont empreintes d'incertitudes. Les répercussions de la pandémie sur l'activité économique demeurent difficiles à prédire. Aussi, les conditions financières, plutôt accommodantes, pourraient se durcir. Enfin, d'autres menaces pèsent sur l'économie mondiale, notamment : (i) la détérioration des relations au sein de l'OPEP+, (ii) l'aggravation des tensions entre les

¹Source : Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2020, Fonds Monétaire International.

Etats-Unis et la Chine et (iii) les nombreuses manifestations de mécontentements qui éclatent dans différentes régions du monde.

Situation des finances publiques

L'apparition de la Covid-19 au Mali a considérablement réduit les marges de manœuvre budgétaire, déjà restreinte par la situation sociopolitique et sécuritaire. A l'instar des autres pays en développement à faible revenu, les faibles capacités du système sanitaire à faire face à la Covid-19, le poids du secteur informel, les conditions d'emprunts et les mesures de riposte à la Covid-19 exercent une grande pression sur le budget d'Etat.

Ainsi, un projet de loi de finances rectificative a été élaboré au cours du deuxième trimestre, afin de tenir compte de l'évolution du contexte macroéconomique sur les équilibres budgétaires et financiers de la loi de finances. Ce projet de loi intègre : (i) les implications budgétaires et financières de l'apparition de la Covid-19 et de la réponse du Gouvernement, (ii) l'incidence financière de la majoration de la grille salariale des enseignants, (iii) le renforcement des équipements et de l'effectif des forces armées et de sécurité ainsi que (iv) le reclassement de certaines recettes et dépenses budgétaires, conformément à la nomenclature budgétaire. La prise en compte de ces nouvelles mesures se traduit par la dégradation des soldes budgétaires.

Le **tableau 1** présente l'évolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.

Tableau 1. Evolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.

	Prévisions 2020 en % du PIB	
	Initiale	Rectifiée
Recettes budgétaires	16,7	14,5
Taux de pression fiscale	15,8	13,7
Dons	2,2	4,0
Dépenses totales et prêts nets	25,5	28,3
Encours de la dette publique	39,0	44,4
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus	-3,0	-6,0
Assistance budgétaire	1,0	3,5
Masse salariale	5,8	6,6

Source : DGB, DNTCP, juillet 2020.

En termes d'exécution, la situation d'exécution provisoire du budget d'Etat au 30 juin 2020, fait ressortir un niveau de réalisation des recettes de 811,447 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 38,50% par rapport à l'objectif annuel brut rectifié qui s'élèvent à 2 107,627 milliards de FCFA.

Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 35,01% par rapport aux prévisions annuelles rectifiées qui se chiffrent à 2 826,976 milliards de FCFA, soit un montant cumulé de paiement de 989,697 milliards de FCFA. Les dépenses en capital représentent 26,00% de ce montant.

Ces dépenses sont réparties entre cent quarante-huit (148) programmes, trois cent trente-sept (337) actions, quatre cent soixante-huit (468) objectifs et mille cent quarante-quatre (1 144) indicateurs.

Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à l'équilibre financier du budget d'Etat ont été exécutées respectivement à hauteur de 58,02% et 49,97%.

II. SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES²

Le budget de l'Etat est constitué de recettes et de dépenses. La situation cumulée de leur exécution au 30 juin 2020 se présente comme suit :

Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget de l'Etat.

Recettes budgétaires						Dépenses budgétaires					
Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Budget général											
Recettes / services fiscaux	1 875,549	1 593,969	741,707	46,53	92,23	Dépenses ordinaires	1 500,849	1 741,894	665,108	38,18	72,28
DGD	713,580	567,000	282,973	49,91	38,15	Personnel	636,254	687,368	296,168	43,09	44,53
DGI	1 005,725	891,325	414,502	46,50	55,88	Charge financière de la dette	120,423	120,423	40,570	33,69	6,10
DNTCP	39,653	20,853	8,076	38,73	1,09	Biens et services	409,557	436,437	172,933	39,62	26,00
DND	116,591	114,791	36,156	31,50	4,87	Transferts et subventions	326,907	484,657	154,378	31,85	23,21
Produits des dons programmes et legs	79,378	250,167	32,817	13,12	4,08	Dépenses en atténuation des recettes	7,709	13,009	1,059	8,14	0,16
ABS	8,836	11,328	6,563	57,94	20,00	Dépenses en capital	971,499	911,590	255,042	27,98	27,72
ABG (dons)	70,542	223,338	21,647	9,69	65,96	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	971,499	911,590	255,042	27,98	100,00
Fonds de concours Covid-19	-	15,500	4,607	29,72	14,04	dont BSI financement extérieur	350,000	275,600	89,049	32,31	34,92
Produits des dons projets (BSI)	155,600	163,400	25,428	15,56	3,16	Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000		
Recettes exceptionnelles	8,981	14,500	4,239	29,23	0,53	Total dépenses budget général	2 472,348	2 653,485	920,151	34,68	92,97
Total recettes budget général	2 119,508	2 022,036	804,191	39,77	99,11		-352,840	-631,449	-115,960	18,36	65,05
Solde budget général						Budgets annexes					
Entrepôts maliens au Sénégal	3,364	4,330	1,686	38,93	50,97	Personnel	2,215	2,215	0,905	40,86	35,25
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,551	1,879	0,673	35,81	20,35	Biens et services	2,854	3,583	0,652	18,19	25,38
Entrepôts maliens au Togo	0,643	0,643	0,222	34,50	6,71	Transferts et subventions	0,660	0,660	0,370	56,12	14,43
Entrepôts maliens en Guinée	0,700	0,700	0,233	33,30	7,05	Dépenses en capital	2,081	2,648	0,640	24,18	24,94
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,600	0,164	27,32	4,96						
Entrepôts maliens au Ghana	0,644	0,644	0,208	32,32	6,29						
Entrepôts maliens au Bénin	0,309	0,309	0,121	39,37	3,67						
Total recettes budgets annexes	7,810	9,105	3,307	36,32	0,41	Total dépenses budgets annexes	7,810	9,105	2,567	28,19	0,26
Solde budgets annexes							-	-	0,740		-0,42

² Voir les justifications de l'évolution des prévisions entre la loi de finances initiale et le projet de collectif budgétaire, dans la note de présentation de cette dernière, disponible sur le site internet : www.finances.gouv.ml.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2020

Recettes budgétaires						Dépenses budgétaires					
Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Comptes spéciaux du trésor (CST)											
<i>FRC-TVA</i>	69,900	87,900	28,164	32,04	87,70	<i>Personnel</i>	0,290	0,290	0,023	7,77	0,03
<i>FNAF</i>	5,000	5,000	-	0,00	0,00	<i>Biens et services</i>	71,212	1,312	0,150	11,44	0,22
<i>FAPFo</i>	1,800	1,800	-	0,00	0,00	<i>Transferts et subventions</i>	0,690	0,690	-	-	-
<i>FAPFa</i>	0,500	0,500	-	0,00	0,00	<i>Dépenses en atténuation des recettes</i>		87,900	65,129	74,09	97,24
<i>FFRFPAM</i>	0,350	0,350	0,100	28,57	0,31	<i>Dépenses en capital</i>	52,218	74,194	1,678	2,26	2,51
<i>FAFE</i>	0,600	0,600	0,300	50,00	0,93						
<i>FDD</i>	40,000	61,977	3,111	5,02	9,69						
<i>FNDS</i>	2,981	2,981	0,313	10,50	0,97						
<i>FCRIT</i>	2,363	2,363	-	0,00	0,00						
<i>PDRM</i>	0,230	0,230	-	0,00	0,00						
<i>FAPRP</i>	0,685	0,685	0,125	18,25	0,39						
Total recettes CST	124,410	164,386	32,113	19,54	0,49³	Total dépenses CST	124,410	164,386	66,979	40,75	6,77
Solde CST							-	-	-34,866		35,36 ³
Total général des recettes⁴	2 181,828	2 107,627	811,447	38,50	100,00	Total général des dépenses	2 604,568	2 826,976	989,697	35,01	100,00
Solde global							-422,740	-719,349	-178,250	24,78	100,00

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, septembre 2020.

³ Taux de réalisation, hors FRC-TVA.

⁴ Le total général des recettes n'inclut pas les prévisions et les réalisations de recettes du Fonds de remboursement de crédits TVA, afin d'éviter un doublon, car celles de la DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

La prévision annuelle de recettes budgétaires est passée de 2 181,828 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 2 107,627 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire.

Sur cette prévision rectifiée, les recouvrements se sont chiffrés, au 30 juin 2020, à 811,447 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 38,50%.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 3,81 points de pourcentage par rapport à celui observé à la même période en 2019.

La part des recettes du budget général représente 99,11% des recettes réalisées durant la période sous revue. Celles des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor s'élèvent respectivement à 0,41% et 0,49%.

Les lignes qui suivent détaillent la situation d'exécution de chaque type de budget.

2.1.1. Mobilisation des recettes du budget général

Les recettes rectifiées du budget général ont été réalisées à 39,77% au 30 juin 2020. Sur le montant mobilisé (804,191 milliards de FCFA), 92,23% proviennent des objectifs de recettes fiscales et non fiscales assignés aux services d'assiette et de recouvrement, 4,08% des produits des dons programmes et legs, 3,16% des produits des dons projets du budget spécial d'investissement et 0,53% des recettes exceptionnelles.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 1,52 point de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

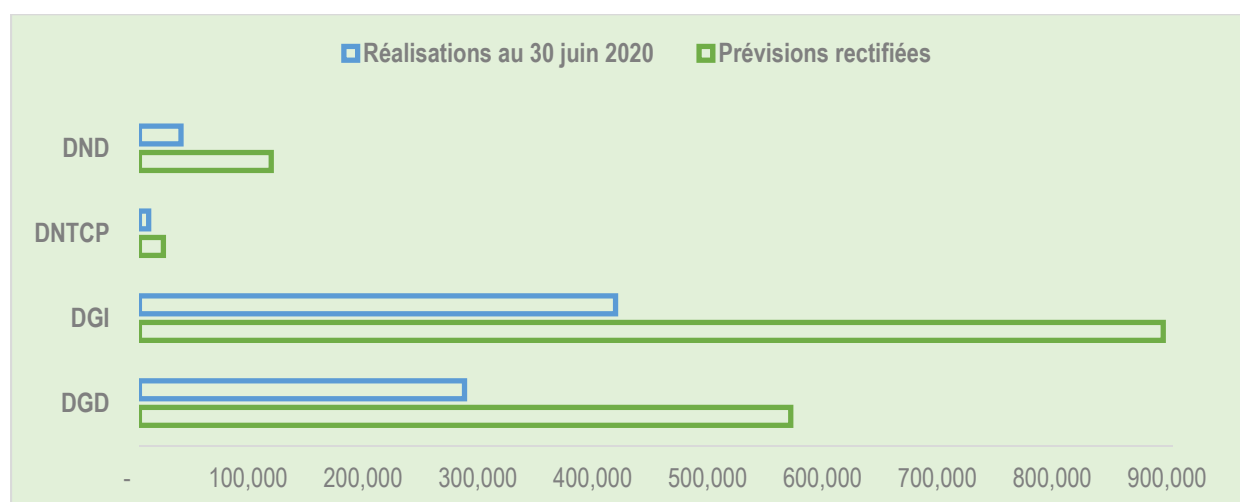
2.1.1.1. Situation de réalisation des objectifs de recettes fiscales et non fiscales du budget général assignés aux services d'assiette et de recouvrement

Les objectifs de recettes assignés aux services d'assiette et de recouvrement ont diminué de 15,01%, passant de 1 875,549 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 1 593,549 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire. Cette baisse s'explique principalement par l'évaluation des pertes de recettes liées aux conséquences de la Covid-19 sur l'activité économique.

Les réalisations des services d'assiette et de recouvrement représentent 92,23% des recettes du budget général recouvrées au 30 juin 2020. Leur contribution se chiffre ainsi à 741,707 milliards de FCFA. Ce montant, correspondant à un taux de réalisation de 46,53% par rapport aux prévisions, a été réalisé à 55,88% par la Direction générale des impôts et à 38,15% par celle des douanes.

La situation des réalisations ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

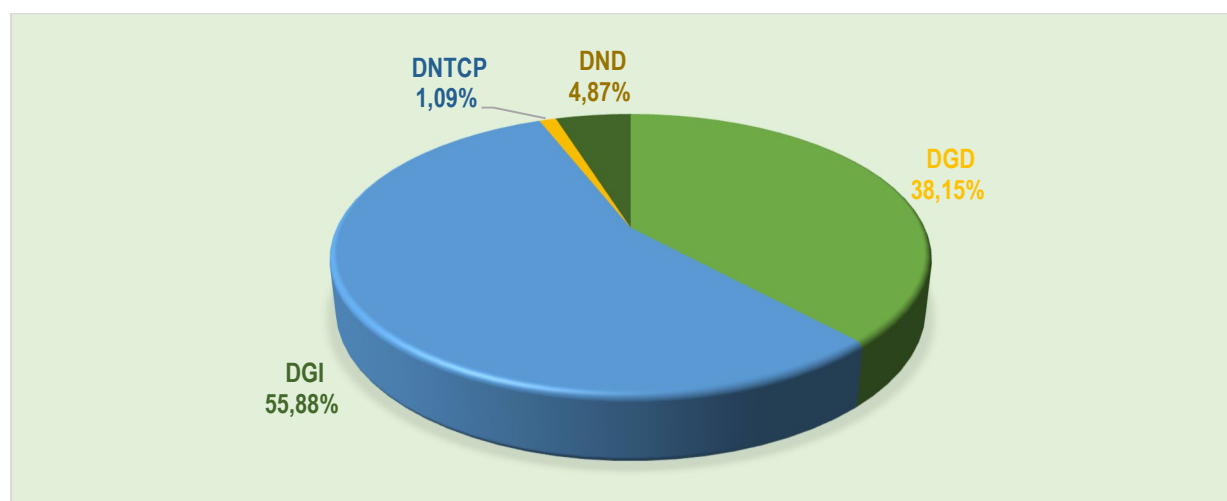


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

Il apparaît dans le **graphique 1** que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction générale des douanes (49,91%), suivie par la Direction générale des impôts (46,50%).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 30 juin 2020, il ressort du **graphique 2** que celle de la Direction générale des impôts représente la moitié du montant total réalisé.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2020, les prévisions de recouvrement des recettes douanières sont fixées, dans le projet de collectif budgétaire, à 567 milliards FCFA, contre 713,580 milliards FCFA dans la loi de finances initiale, soit une réduction de 20,54%. Sur cette prévision rectifiée, 165 milliards FCFA représentent les recettes sur les produits pétroliers et 402 milliards FCFA, celles sur les autres marchandises⁵.

Les objectifs du premier semestre 2020 sont établis ainsi qu'il suit :

- Global : 283,984 milliards de FCFA ;
- Produits pétroliers : 87,584 milliards de FCFA ;
- Produits non pétroliers : 196,400 milliards de FCFA.

B. Réalisations des recettes douanières

Le **tableau 3** présente la situation de réalisation des recettes douanières au 30 juin 2020, en comparaison avec l'exercice 2019.

Tableau 3. Situation des réalisations de recettes douanières.

Montants en milliards de FCFA

Bureaux		Réalisations au 30 juin 2019	Réalisations au 30 juin 2020	Prévisions initiales 2020	Prévisions rectifiées 2020
Produits pétroliers	Réalisations	90,187	85,987	190,000	165,000
	Prévisions	185,000	165,000		
	Ecart	-94,813	-79,013		
	Couverture	48,75%	52,11%		
Produits non pétroliers	Réalisations	197,476	196,986	523,580	402,000
	Prévisions	436,000	402,000		
	Ecart	-238,524	-205,014		
	Couverture	45,29%	49,00%		
Total	Réalisations	287,663	282,973	713,580	567,000
	Prévisions	621,000	567,000		
	Ecart	-333,337	-284,027		
	Couverture	46,32%	49,91%		

Source : DGD, septembre 2020.

⁵ Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

Comme l'illustre le **tableau 3**, sur une prévision brute rectifiée de recettes de 567,000 milliards de FCFA, la DGD a réalisé 282,973 milliards de FCFA au 30 juin 2020, soit un taux de réalisation de 49,91% par rapport à l'objectif annuel et 99,64% par rapport à l'objectif du semestre. Ce taux de réalisation est supérieur de 3,6 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2019.

En effet, les recouvrements de recettes douanières au premier semestre ont été affectés par la situation sécuritaire du pays et les effets de la Covid-19 sur l'économie. L'incidence de la pandémie sur les recettes de la DGD est évaluée à 140,056 milliards de FCFA.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

a. Recettes issues des produits pétroliers

Sur une prévision annuelle rectifiée de 165,000 milliards de FCFA, il a été réalisé sur les produits pétroliers, au 30 juin 2020, un montant de 85,987 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 52,11%.

Ce niveau de réalisation est supérieur de 3,36 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

En effet, le niveau des recettes pétrolières dépend des volumes TTC consommés et de la fiscalité appliquée à ces volumes.

Au premier semestre de 2020, les volumes globaux consommés sont en baisse de 0,2% par rapport au premier semestre de 2019, tandis que les volumes TTC augmentent de 7,1% et que les volumes exonérés se contractent de 15,0%. Les volumes de super sont en hausse de 5,9%, et celui du gasoil, en baisse de 2,3%, cette tendance baissière des volumes de gasoil a des répercussions sur les recettes.

Aussi, l'immobilisme né du confinement a eu comme conséquence, la contraction des demandes et surtout la baisse des prix des produits de base notamment le pétrole. La tendance baissière du cours du pétrole au premier semestre 2020 s'est traduite par une amélioration des prélèvements qui ont atteint leurs plafonds en juin 2020 à 254,1 FCFA par litre pour le super et le pétrole lampant et à 198,14 FCFA par litre pour le gasoil.

Ensuite, les prélèvements ont amorcé leur descente, suite à la hausse des prix fournisseurs. Ainsi, le niveau de juin 2020, certes supérieur aux prévisions pour le gasoil est largement en dessous pour le super et le pétrole.

En moyenne, les prélèvements fiscaux se sont établis, au premier semestre, à 205,06 FCFA par litre pour le super et à 139,8 FCFA pour le gasoil. En 2019 ces chiffres étaient de 222,3 FCFA par litre pour le super et 122,8 FCFA par litre pour le gasoil. Malgré la tendance à la hausse pour le gasoil, le niveau des prélèvements du premier semestre de 2020 n'a pas atteint celui de la même période en 2019.

En définitive, une augmentation des volumes TTC de 13,3%, combinée à une baisse des prélèvements fiscaux de 7,74% sur le super et une augmentation de 13,88% sur le gasoil, présage des recettes pétrolières plus élevées.

Cependant, sur la période sous étude, les recettes réalisées sur les produits pétroliers ont baissé de 4,2 milliards en 2020 par rapport à 2019, soit un taux de régression de 4,66%. Ce constat s'explique par la réalisation de recettes exceptionnelles sur exercice antérieur en janvier 2019, au titre des produits pétroliers, de l'ordre de 6,3 milliards de FCFA.

b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision annuelle rectifiée de 402,000 milliards de FCFA, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de 196,986 milliards de FCFA ; correspondant à un taux de réalisation de 49,00%. Ce niveau de réalisation est supérieur de 3,71 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Les recettes sur les produits non pétroliers ont été affectées par la morosité de l'activité économique faisant surtout suite à l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays. Les effets directs se traduisent par le fait que les trois régions du nord, ainsi qu'une partie de celles du centre et du sud qui, jusque-là épargnées, sont de nos jours dans le spectre de l'insécurité. Les effets collatéraux résultant des infiltrations frauduleuses à partir des zones d'insécurité. La morosité économique née de cette situation d'insécurité a entraîné, dans bien de cas, des changements dans la structure des importations. Certains produits pourvoyeurs de recettes (cigarettes, machines, appareils et matériels mécaniques) sont moins importés.

A tous ces facteurs, il faut ajouter la récession de l'économie mondiale à la suite de la pandémie de la Covid-19 et aux mesures de riposte prises par le gouvernement.

C. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2020

Le **tableau 4** présente les perspectives de recouvrement de recettes douanières pour le troisième trimestre de 2020.

Tableau 4. Situation des réalisations de recettes douanières.

Bureaux	Perspectives pour le troisième trimestre 2020			
	Juillet	Août	Septembre	Total
Produits pétroliers	16,200	14,742	13,371	44,313
Produits non pétroliers	36,350	34,000	34,000	104,350
Total	52,550	48,742	47,371	148,663

Source : DGD, septembre 2020.

Comme cela ressort dans le **tableau 4**, les perspectives de recouvrement de la DGD sont liées à l'évolution de la situation épidémiologique de la Covid-19, du climat sécuritaire et de leurs effets sur la demande de consommation et d'investissement privée et publique. Une accalmie du climat sécuritaire permettra à la Douane d'étendre son champ de contrôle pour un meilleur maillage du pays.

Ainsi, l'objectif de recettes de la DGD est fixé, au troisième trimestre, 2020 à 148,663 milliards de FCFA, dont 44,313 milliards de FCFA sur les produits pétroliers et 104,350 milliards de FCFA sur les autres marchandises.

Le maintien du niveau actuel des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers est vivement souhaité. Toutefois la baisse habituelle des volumes TTC en période hivernale est à craindre.

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

A. Rappel des objectifs

L'objectif de recettes assigné à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans le projet de collectif budgétaire s'élève à 891,325 milliards de FCFA, contre 1005,725 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il était prévu de réaliser 448,725 milliards de FCFA au 30 juin 2020.

B. Réalisations

En fin juin 2020, il a été réalisé 414,502 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,37% par rapport à l'objectif du semestre et 46,50% par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 51,390 milliards de FCFA, soit 11,03% par rapport à 2019. En effet, à la même période en 2019, la DGI avait réalisé 465,129 milliards de FCFA sur un objectif semestriel fixé à 462,356 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,60%.

Le **tableau 5** résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions en 2019 et 2020.

Tableau 5. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2019 et 2020.

	Montants en milliards de FCFA					
	Exercice 2019			Exercice 2020		
	Prévisions semestrielles	Réalisations	Taux %	Prévisions semestrielles rectifiées	Réalisations	Taux %
Impôts directs	248,310	257,130	103,55	238,748	252,009	105,55
Impôts indirects	194,076	194,819	100,38	194,918	149,522	76,71
dont TVA				105,011	95,337	90,79
Enregistrements et timbre	19,970	13,180	66,00	15,059	12,971	86,13
Total	462,356	465,129	100,60	448,725	414,502	92,37

Source : DGI, septembre 2020.

De l'examen du **tableau 5**, il ressort, par rapport aux prévisions :

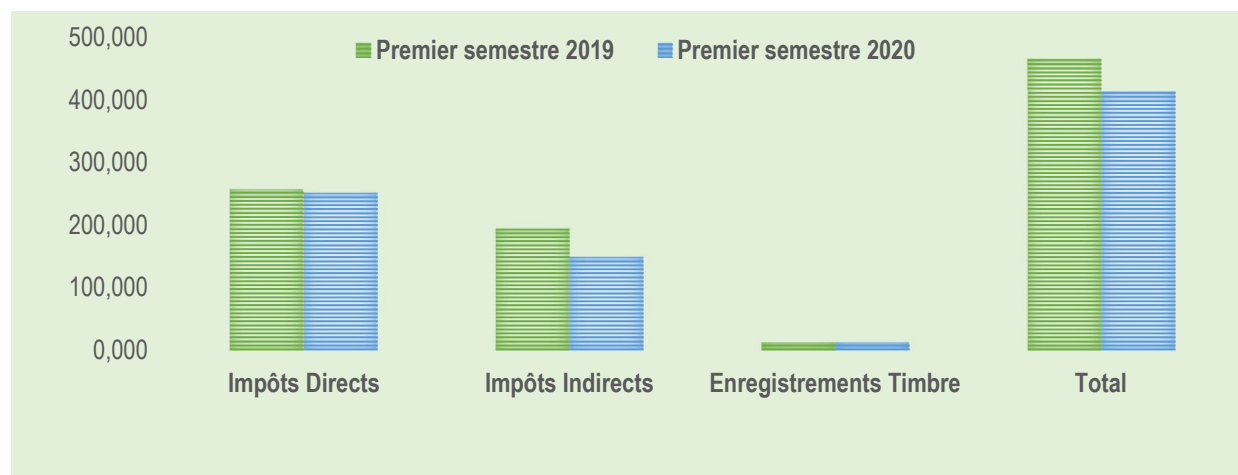
- un dépassement de 13,261 milliards de FCFA au niveau des impôts directs, soit un taux de réalisation de 105,55% ;
- une contre-performance des recouvrements d'impôts indirects, avec un gap de 45,396 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 76,71% ;
- un gap de 2,088 milliards de FCFA sur les recouvrements des droits d'enregistrement et de timbre, soit un taux de réalisation de 86,13%.

Comparé à la même période en 2019 :

- le taux de réalisation des impôts directs a augmenté de 2 points de pourcentage ;
- celui des impôts indirects a diminué de 23,67 points de pourcentage ;
- quant aux droits d'enregistrement et timbre, ils enregistrent un taux de réalisation en hausse de 20,13 points de pourcentage.

Le **graphique 3** résume la situation comparative au 30 juin par grandes masses (2019 et 2020).

Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations de recettes douanières des premiers semestres 2019 et 2020.



Source : DGI, septembre 2020.

L'analyse du **graphique 3** révèle une baisse des recouvrements en valeurs nominales pour toutes les grandes masses d'impôts par rapport à l'année 2019.

Dans un contexte marqué par les effets de la Covid-19 sur l'activité économique, l'irréalisation de l'objectif de recettes au 30 juin 2020 s'explique par :

- les difficultés financières rencontrées par certaines grandes entreprises, notamment :
 - la baisse drastique du cours du coton, ayant entraîné l'accumulation des déclarations non soldées de janvier à juin 2020 (24,078 milliards FCFA) de la CMDT, qui figurait en 2019 parmi les plus gros contributeurs mais n'arrive plus à faire face au paiement de ses impôts courants ; aussi, les restes à recouvrer au 31 décembre 2019 se sont élevés à 23,400 milliards FCFA ;
 - l'accumulation des déclarations non soldées de janvier à juin 2020 de la société EDM-SA pour 17,732 milliards FCFA ; il faut rappeler qu'en 2019, le Gouvernement a, dans le cadre de la restructuration de la société, payé ses arriérés d'impôts à concurrence de 24 milliards FCFA ; à la date du 31 décembre 2019, les restes à recouvrer d'EDM-SA se chiffrent à 55,491 milliards ;

- la suspension des mesures forcées de recouvrement des impôts et taxes durant la période de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ; il convient de signaler que l'apport des contrôles fiscaux suivis de l'application des mesures forcées de recouvrement des montants de redressements a contribué considérablement à l'atteinte de l'objectif de recettes de l'année 2019 ;
- la baisse drastique des activités au niveau des secteurs du transport, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration ;
- le système de rotation du personnel institué dans les services et la diminution des horaires de travail ;
- le blocage des demandes de compensations des crédits TVA ; le stock des demandes de remboursement de crédits de TVA au titre de l'exercice 2020 non mandatées s'élèvent à 28,888 milliards de FCFA au 30 juin 2020.

L'incidence de la pandémie sur les prévisions de recettes de la DGI est évaluée à 62,023 milliards de FCFA.

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

A. Rappel des objectifs

Dans le projet de collectif budgétaire, l'objectif de recettes budgétaires assigné à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) a baissé de 47,41% par rapport à la loi de finances initiale, passant de 39,653 milliards de FCFA à 20,853 milliards de FCFA. Sur ce montant, les prévisions cumulées de recettes à réaliser, à la date du 30 juin 2020, s'élèvent à 9,247 milliards de FCFA dont 5,146 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 4,040 milliards de FCFA provenant du PMU-Mali et 0,061 milliard de FCFA, du Casino.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre de 2020 sont ci-dessous présentées.

B. Réalisations

La situation d'exécution des recettes de la DNTCP, au 30 juin 2020, se présente comme suit :

Tableau 6. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2020.

Montants en milliards de FCFA

	Cumul au 31 mars 2020		Deuxième trimestre 2020						Cumul au 30 juin 2020		
			Avril		Mai		Juin				
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Taux %
Impôts et Taxes	1,790	1,805	0,677	0,745	1,292	1,329	1,387	1,443	5,146	5,322	103,42
PMU	2,016	1,743	0,972	0,214	0,526	0,280	0,526	0,467	4,040	2,704	66,93
Casino	0,061	0,050	-	-	-	-	-	-	0,061	0,050	81,96
Total	3,867	3,598	1,649	0,959	1,818	1,609	1,913	1,910	9,247	8,076	87,33

Source : DNTCP, septembre 2020.

La lecture du **tableau 6** indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 30 juin 2020 s'élèvent à 8,076 milliards de FCFA (38,73% des prévisions annuelles) dont 5,322 milliards de FCFA au titre des impôts et taxes, 2,704 milliards de FCFA de recettes provenant du PMU-Mali et 0,050 milliard de FCFA recouvrées au niveau du Casino.

Par rapport aux prévisions cumulées au 30 juin 2020, il se dégage un taux de recouvrement de 87,33%. Comparé à la même période en 2019, ce niveau de réalisation est inférieur de 5,28 points de pourcentage.

Seul l'objectif semestriel de réalisation d'impôts et taxes a été totalement atteint, avec un taux de 103,42%.

C. Perspectives pour le troisième trimestre

Le **tableau 7** présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le troisième trimestre de l'exercice 2020.

Tableau 7. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au troisième trimestre de 2020.

Montants en milliards de FCFA

	Cumul au 30 juin 2020	Prévisions du troisième trimestre 2020				Cumul au 30 septembre 2020
		Juillet	Août	Septembre	Total	
Impôts et taxes	5,146	1,392	1,392	1,392	4,176	9,322
PMU	4,040	0,526	0,526	0,527	1,579	5,619
Casino	0,061	-	-	-	-	0,061
TOTAL	9,247	1,918	1,918	1,919	5,755	15,002

Source : DNTCP, septembre 2020.

Comme l'indiquent les données du **tableau 7**, les prévisions cumulées de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le troisième trimestre de 2020 s'élèvent à 15,002 milliards de FCFA dont 9,322 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 5,619 milliards de FCFA de recettes provenant du PMU-Mali et 0,061 milliard de FCFA de recettes provenant du Casino.

Les prévisions de recettes provenant du Casino demeurent inchangées par rapport au premier trimestre, en raison de l'impact de la Covid-19. L'incidence globale de la pandémie sur les recettes de la DNTCP est évaluée à 11,314 milliards de FCFA.

Cependant, la DNTCP est en train de prendre les dispositions nécessaires pour l'atteinte de son objectif rectifié de recettes au titre de l'exercice budgétaire 2020, notamment, par un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies dont celle des passeports.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

A. Rappel des objectifs

L'objectif de recettes budgétaires assigné à la Direction Nationale des Domaines (DND) dans le projet de collectif budgétaire de 2020 s'élèvent à 114,791 milliards de FCFA. Cette prévision est en baisse de 1,54% par rapport à celle de la loi de finances initiale.

Sur ce montant, il était prévu de réaliser 38,573 milliards de FCFA durant le premier semestre.

B. Réalisations

Au 30 juin 2020, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du premier semestre s'est chiffrée à 36,156 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de **93,73%** des prévisions du premier semestre.

Le **tableau 8** compare les réalisations du premier semestre 2019 et 2020.

Tableau 8. Situation de réalisation des prévisions de recettes budgétaires de la DND.

Montants en milliards de FCFA

Nature	Prévisions au 30 juin 2019	Réalisations au 30 juin 2019	Taux %	Prévisions au 30 juin 2020	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %
Recettes fiscales	23,053	27,741	120,34	25,474	21,660	85
Taxe sur la plus-value de cession	0,681	0,563	82,66	1,214	0,439	36,19
Taxe sur frais d'édilité	0,180	0,174	96,54	0,191	0,006	2,91
Taxe ad valorem	18,153	20,694	114,00	17,986	15,906	88,43
Taxe d'extraction	0,103	0,083	80,53	0,052	0,154	299,93
Prélèvement honoraires greffiers	0,015	0,007	46,97	0,047	0,004	9,29
Droits d'enregistrement	3,060	4,993	163,17	4,830	3,964	82,06
Enregistrement des locations verbales	0,021	0,037	176,38	0,047	0,040	85,49
Droits de conservation foncière	0,542	0,937	172,97	0,795	0,913	114,75
Droit de timbres	0,299	0,254	85,03	0,311	0,234	75,24
Recettes non fiscales	0,538	15,252	2832,60	0,880	0,710	80,70
Redevances superficielles	0,410	0,394	96,03	0,400	0,342	85,46
Concessions ordinaires	0,054	14,789	27312,15	0,388	0,285	73,54
Loyers administratifs	0,050	0,013	26,35	0,047	0,024	52,27
Pénalités	0,025	0,055	224,37	0,045	0,058	129,22
Produits financiers	14,218	7,359	51,76	12,220	13,786	112,81
Dividendes des sociétés minières	9,218	3,689	73,42	5,000	3,912	78,24
Dividendes des autres sociétés	5,000	3,671	40,02	7,220	9,874	136,75
Total - recettes budgétaires	37,810	50,352	133,17	38,573	36,156	93,73

Source : DND, septembre 2020.

A la lecture du **tableau 8**, il ressort une détérioration du taux de réalisation au premier semestre 2020 par rapport à la même période en 2019, c'est-à-dire une baisse de 39,44 points de pourcentage. Cette régression s'explique notamment par la vente de la licence 4G à la SOTELMA en 2019.

a. Recettes fiscales

Le montant des réalisations de recettes fiscales par la DND au cours du premier semestre s'est chiffré 21,660 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 85,03% des prévisions semestrielles.

Ce niveau de réalisation a connu une diminution de 21,92% par rapport à la même période de 2019.

Bien que la quasi-totalité des rubriques de recettes fiscales⁶ ait enregistré une diminution par rapport à la même période de 2019, cette réduction s'explique à 78,74% par celle de la taxe ad valorem, dont les réalisations ont baissé de 23,14% et qui représente 74,60% des recettes fiscales réalisées au 30 juin 2020.

En effet, la contre-performance observée est imputable à la proposition de compensation fiscale entre les crédits de TVA et la TAV, malgré les efforts déployés en vue d'améliorer le suivi des déclarations. A la date du 30 juin 2020, le montant non compensé se chiffre à 8 milliards de FCFA.

b. Recettes non fiscales

La réalisation au titre des recettes non fiscales s'est chiffrée à 0,710 milliard de FCFA, contre 15,252 milliards de FCFA en 2019. Cette importante baisse (-95,35%), s'explique essentiellement par celle des concessions ordinaires, dont les réalisations ont baissé de 98,07% et qui représente 96,96% des recettes non fiscales réalisées au 30 juin 2020.

En effet, des recettes importantes, relatives à la vente de la licence 4G à la SOTELMA, ont été recouvrées en 2019 sur cette rubrique.

c. Produits financiers

Les produits financiers, constitués de dividendes, affichent un niveau de réalisation de 13,786 milliards de FCFA, contre 7,359 milliards de FCFA en 2019. Ce résultat s'explique par la comptabilisation au compte de la DND, pour la première fois, des dividendes de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, d'un montant de 8 milliards de FCFA.

⁶ A l'exception de la taxe d'extraction et de l'enregistrement des locations des particuliers, qui ont respectivement augmenté de 86,10% et 8,76% entre 2019 et 2020 pour la période étudiée, mais dont les poids sont faibles sur les recouvrements de la période.

C. Contraintes et difficultés

Les réalisations de recettes budgétaires par la DND ont été impactées par un certain nombre de difficultés dont :

- le ralentissement de l'activité économique suite à la pandémie de la Covid-19, l'incidence sur les recettes de la DND étant estimée à 11,600 milliards de FCFA ;
- le non-versement de dividendes par certaines sociétés à participation publique (minières et autres) ;
- le non-paiement de l'intégralité des montants prévus sur la rubrique de la TAV par les sociétés minières ;
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit de l'État), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés par PMU-MALI ;
- l'insuffisance des moyens matériels (matériels roulants et autres équipements) pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes.

D. Mesures correctives

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées :

- demander aux responsables des sociétés minières et non minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices ;
- instaurer un cadre formel de collaboration entre la DND et la DGI, dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables que les deux services ont en commun ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM) pour renforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier ;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières ;
- veiller à l'application stricte de la loi sur la publicité foncière obligatoire en vue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières ;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficielles et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la DNGM ;
- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional ;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation, etc.) de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

E. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre de 2020

Comme perspectives, il est attendu, au titre du deuxième semestre, un montant de 69 milliards de FCFA, réparti comme suit :

- 11,600 milliards de FCFA de dividendes de la SOTELMA-SA ;
- 5,000 milliards de FCFA de dividendes de la société minière Goukoto-SA ;
- 10,400 milliards de FCFA de dividendes de la société minière de Fékola ;
- 6,000 milliards de FCFA de dividendes de la société minière de Loulo ;
- 18,000 milliards de FCFA de TAV, à raison de 3,000 milliards de FCFA en moyenne par mois ;
- 9,000 milliards de FCFA de recettes issues des transactions foncières, à raison de 1,500 milliards de FCFA en moyenne par mois ;
- 9,000 milliards de FCFA de compensations de crédits TVA.

Il est à signaler que la DND a presque atteint l'objectif de recouvrement de recettes inscrit dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) pour le premier semestre de 2020.

En outre, au regard des annonces et des perspectives d'évolution des recettes, il est fort probable que l'objectif rectifié du dernier semestre soit atteint.

Cependant, l'atteinte des objectifs de recettes assignés à la DND par le projet de collectif budgétaire de 2020, repose majoritairement sur la contribution des dividendes. A cet égard, une attention particulière sera portée à la mise en œuvre diligente des mesures de suivi des dividendes.

Des efforts sont également en cours, en vue d'améliorer le niveau des recettes sur les transactions foncières, notamment, les droits d'enregistrement, de timbre, de conservation foncière ainsi que la taxe sur les plus-values de cession.

2.1.1.2. Mobilisation des dons programmes et legs

Les dons programmes et legs inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS) ainsi que du fonds de concours Covid-19.

Pour l'exercice budgétaire 2020, il est prévu de mobiliser, au titre de ces dons, 250,167 milliards de FCFA, soit 170,789 milliards de FCFA de plus que le montant inscrit dans la loi de finances initiale. Le montant additionnel est composé des reports d'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) pour 2,492 milliards de FCFA, de l'Appui Budgétaire Général (ABG) pour 152,796 milliards de FCFA et du fonds de concours Covid-19 pour 15,500 milliards de FCFA.

Les recettes inscrites dans le projet de collectif budgétaire de 2020 au titre des dons de l'ABG s'élèvent à 223,338 milliards de FCFA, contre 70,542 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 216,60%.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent désormais à 11,328 milliards de FCFA, contre 8,836 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 28,20%.

En termes de réalisation, les dons programmes et legs ont été décaissés à hauteur de 32,817 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 13,12%, dont 65,96% proviennent des dons d'ABG.

Les fonds décaissés par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à 6,563 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 57,94% par rapport aux prévisions annuelles rectifiées. Ce taux de décaissement est supérieur de 22,89 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019. Ces décaissements ont été effectués par le Canada (62,53%), la France (19,99%) et la Suisse (17,48%).

Au titre des dons de l'ABG, 21,647 milliards de FCFA ont été décaissés par l'Union européenne au 30 juin 2020, soit un taux de réalisation de 9,69%. Ce taux de décaissement est inférieur de 7,82 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

En ce qui concerne le fonds de concours Covid-19, sur une prévision de 15,500 milliards de FCFA, il a été mobilisé au 30 juin 2020, un montant de 4,607 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 29,72%.

2.1.1.3. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2020, des crédits d'un montant de 163,400 milliards de FCFA ont été inscrits dans le projet de collectif budgétaire au titre des dons projets et legs, contre 155,600 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 5,01%. Cette augmentation constitue un financement de la Banque mondiale en faveur du secteur de la santé, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Sur ce montant (163,400 milliards de FCFA), 25,428 milliards de FCFA ont été réalisés au 30 juin 2020, soit un taux de réalisation 15,56% par rapport à l'objectif annuel. Ce taux de réalisation est inférieur de 2,27 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 9. Répartition des dons projets par ministère.

Structures	Montants en milliards de FCFA		En %	
	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 30 juin 2020	Taux de décaissement	Part de chaque ministère
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	11,321	1,512	13,36	5,95
Ministère de l'équipement, des infrastructures	17,580	-	0,00	0,00
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	8,237	2,749	33,37	10,81
Ministère de l'agriculture	33,723	7,966	23,62	31,33
Ministère de l'élevage et de la pêche	6,251	1,124	17,98	4,42
Commissariat à la sécurité alimentaire	1,213	0,187	15,42	0,74
Ministère de l'énergie et de l'eau	47,359	9,705	20,49	38,17
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	-	-	-	-
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	3,427	1,311	38,26	5,16
Ministère de l'économie et des finances	24,639	0,874	3,55	3,44
Ministère des mines et du pétrole	1,000	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	-	0,00	0,00
Ministère de l'industrie et du commerce	0,800	-	0,00	0,00
Ministère des maliens de l'extérieur	0,050	-	0,00	0,00
Total	163,400	25,428	15,56	100,00

Source : DNP, septembre 2020.

Il ressort du **tableau 9** que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets ont été enregistrés au niveau des ministères de l'énergie et de l'eau (38,17% des décaissements), de l'agriculture (31,33% des décaissements), de l'emploi et de la formation professionnelle (10,81% des décaissements).

Par contre, les taux de décaissements demeurent globalement faibles et inférieurs à ceux observés en 2019 à la même période, avec un maximum de 38,26% réalisé par le ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation.

Durant le troisième trimestre de 2020, il est prévu de mobiliser 35,428 milliards de FCFA de dons projets.

2.1.1.4. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions rectifiées de recettes exceptionnelles s'élèvent à 14,500 milliards de FCFA, contre 8,981 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 61,45%. Elles enregistrent les remises et annulations de dettes, notamment, les recettes issues de l'initiative PPTE⁷.

Au 30 juin 2020, l'allègement de la dette au titre de cette initiative s'est chiffré à 4,239 milliards de FCFA, dont 3,754 milliards de FCFA pour le principal, soit un taux de réalisation de 29,23%.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

Les budgets annexes retracent les opérations budgétaires des entrepôts maliens à l'étranger. Leurs recettes proviennent essentiellement des rémunérations des prestations portuaires qu'ils effectuent.

A. Rappel des objectifs

Les prévisions de recettes des budgets annexes au titre de l'exercice 2020 ont augmenté de 16,58%. Elles s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 7,810 milliards de FCFA.

B. Réalisations

Sur la prévision de 9,105 milliards de FCFA, 3,307 milliards de FCFA ont été réalisés au 30 juin 2020, soit un taux de réalisation de 36,32% par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation a diminué de 5 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

Le détail des recouvrements par entrepôts est présenté dans le **tableau 10**.

Tableau 10. Situation de recouvrement des recettes par budget annexe.

	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Entrepôts maliens au Sénégal	4,330	1,686	38,93	50,97
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,879	0,673	35,81	20,35
Entrepôts maliens au Togo	0,643	0,222	34,50	6,71
Entrepôts maliens en Guinée	0,700	0,233	33,30	0,00
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,164	27,32	4,96
Entrepôts maliens au Ghana	0,644	0,208	32,32	6,29
Entrepôts maliens au Bénin	0,309	0,121	39,37	3,67
Total budgets annexes	9,105	3,307	36,32	100

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, septembre 2020.

⁷PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

Il ressort de la lecture du **tableau 10** que les entrepôts maliens au Bénin, au Sénégal et en Côte d'Ivoire enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement 39,37%, 38,93%, 35,81%.

Les réalisations des Entrepôts maliens au Sénégal représentent 50,97% des réalisations totales sur la période.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés.

a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Au 30 juin 2020, les EMABE ont réalisé 39,37% de leurs recettes prévisionnelles. Près de la moitié des recettes mobilisées provient de la subvention accordée par les EMASE (49,40%).

Ce niveau de réalisation est supérieur de 4,64% à celui observé à la même période en 2019.

La principale difficulté à laquelle les EMABE ont dû faire face au premier semestre de 2020 est la diminution du trafic de marchandises importées de 40,63% par rapport à la même période en 2019, à la suite des perturbations engendrées par la pandémie de la Covid-19.

b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 38,93%. Plus de la moitié des recettes mobilisées (55,73%) proviennent des prestations d'évacuation des importations.

Ce niveau de réalisation est inférieur de 17,53 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période. Il est une conséquence logique de la pandémie de la Covid-19 et du fait qu'à cette date, tous les clients à terme ne s'étaient pas acquittés de leurs obligations.

c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 35,81%. Près de la moitié des recettes mobilisées (46,64%) proviennent de recettes diverses.

Comparé à la même période de 2019, ce niveau de réalisation est supérieur de 8,82 points de pourcentage. Les facteurs qui ont influencé ce résultat sont, essentiellement :

- le recouvrement de redevances locatives de certaines sociétés durant le deuxième trimestre ;
- la baisse du trafic sur le corridor ivoirien, surtout pour les produits de grande consommation à l'approche du mois de carême, en raison de la pandémie de la Covid-19 ;
- la baisse du volume d'évacuation du coton par le port d'Abidjan et de San Pédro.

Par ailleurs, les EMACI font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- la pandémie de la Covid-19 ;
- le coût élevé des passages portuaires ;
- le manque de parking au port d'Abidjan ;
- le mauvais état des routes sur le corridor ivoirien ;

- l'insuffisance de magasins d'entreposage depuis le sinistre du magasin.

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 34,50% par rapport aux prévisions annuelles. Ce taux est inférieur de 5 points de pourcentage à celui de 2019.

Les recettes recouvrées proviennent en grande partie des droits de magasinage (38,96%), de la subvention reçue des EMASE (36,08%) et des droits de passage (22,46%).

Ce niveau de réalisation se justifie principalement par : (i) la faiblesse du trafic et des moyens de recouvrement et (ii) le transfert de la redevance maritime au conseil malien des chargeurs.

e. Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 33,30% par rapport aux prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation est inférieur de 8,68% à celui observé au 30 juin 2019.

Les 70% du montant mobilisé proviennent de la subvention accordée aux EMAGUI par les EMASE.

f. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 27,32% par rapport aux prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation est inférieur de 4,53 points de pourcentage à celui observé au 30 juin 2019.

La subvention accordée par les EMASE représente 76,20% des réalisations sur la période.

Les difficultés rencontrées par les EMAMAU se rapportent essentiellement à la location de terre-pleins et du magasin.

En effet, des études ont été réalisées en vue d'aménager les terre-pleins. La recherche de financement est en cours.

Par ailleurs, le contrat de bail du magasin a été résilié et du fret malien est attendu en 2020.

C. Perspectives

Pour le troisième trimestre de 2020, les perspectives se présentent comme il suit par budget annexe.

a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Malgré les difficultés conjoncturelles auxquelles est confrontée l'économie sous régionale, l'espoir est permis pour l'accroissement du volume du trafic sur le corridor Cotonou-Bamako avec l'ouverture des frontières terrestres, aériennes et maritimes des Etats membres de la CEDEAO, durant la première quinzaine du mois de juillet. Cela permettra une libre circulation des biens et des personnes sur la base d'une application stricte des lignes directrices proposées pour l'harmonisation et la facilitation du commerce et du transport transfrontaliers dans la région.

Il est également prévu d'ouvrir les frontières aux autres pays ne présentant pas de niveau très élevé de contamination à la Covid-19, durant la deuxième quinzaine du mois de juillet 2020.

En outre, le développement d'une stratégie « Port Autonome de Cotonou, plateforme logistique pour la région », les réformes portuaires et douanières entreprises par le Bénin et les mesures prises pour satisfaire les besoins croissants des opérateurs économiques des pays de l'hinterland constituent des gages pour la facilitation et le développement du trafic en transit.

b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les EMASE ont amorcé l'exécution de grands chantiers, notamment, les parkings gros porteurs de Mbao, de Sandiara au Sénégal et ceux de Kounda à Kéniéba au Mali. Ces investissements, dont l'exploitation a déjà commencé, permettront de rehausser le niveau des recettes des EMASE.

c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Afin de booster le trafic sur le corridor ivoirien et d'atteindre l'objectif de recettes assigné aux EMACI, les mesures suivantes sont nécessaires :

- réduire les coûts de passage portuaires des marchandises maliennes ;
- accélérer, en collaboration avec la Compagnie Malienne de Développement du Textile (CMDT), le projet de mise en valeur des espaces mis à la disposition des EMACI, afin d'augmenter la capacité de stockage du coton ;
- proposer des tarifs attractifs aux opérateurs maliens opérant au port d'Abidjan et de San Pédro ;
- aménager les parkings pour le stationnement des camions maliens ;
- accélérer la cadence de construction des magasins de stockage à San-Pédro.

En outre, les EMACI envisagent de diligenter la construction du magasin sinistré.

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les perspectives de réalisation pour le troisième trimestre de 2020 se chiffrent à 160,710 millions de FCFA.

L'intégration des EMATO au guichet unique du commerce extérieur du Togo, à l'instar des autres pays de l'hinterland, tel que le Niger et le Burkina Faso contribuera à l'amélioration du niveau de recouvrement de ses ressources.

e. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

En vue d'améliorer les recettes des EMAMAU, des efforts sont déployés au niveau de tous les acteurs de la communauté portuaire et des opérateurs afin de fluidifier et faciliter le trafic.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans le projet de collectif budgétaire de 2020 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 164,386 milliards de FCFA, soit 39,977 milliards de FCFA de plus que dans la loi de finances initiale.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 11. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

Montants en milliards de FCFA					
Comptes spéciaux du Trésor (CST)	Prévisions initiales 2020	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Fonds de Remboursement de Crédits de TVA (FRC-TVA)	69,900	87,900	28,164	32,04	87,70
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	5,000	-	0,00	0,00
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,800	1,800	-	0,00	0,00
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPFa)	0,500	0,500	-	0,00	0,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières (FFRFPAM)	0,350	0,350	0,100	28,57	0,31
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,600	0,600	0,300	50,00	0,93
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000	61,977	3,111	5,02	9,69
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981	2,981	0,313	10,50	0,97
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT)	2,363	2,363	-	0,00	0,00
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,230	0,230	-	0,00	0,00
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,685	0,125	18,25	0,39
Total comptes spéciaux du Trésor	124,410	164,386	32,113	19,54	100,00

Source : DNTCP, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 11** que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 juin 2020 s'élève à 32,113 milliards de FCFA, dont 28,164 milliards de FCFA réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA, soit un taux de réalisation de 19,54% par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du FAFE, soit 50,00% des prévisions, tandis que la part la plus importante des recettes provient du FRC-TVA.

Malgré un montant plus important de recettes réalisées en valeur absolue, le taux de réalisation des prévisions des CST est en baisse de 2,28 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

2.2. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions rectifiées de dépenses budgétaires pour l'exercice 2020 se chiffrent à 2 826,976 milliards de FCFA, contre 2 604,568 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il a été exécuté au 30 juin un montant de 989,697 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 35,01%, dont 18,76% dans les Régions et 6,13% par les Etablissements publics.

La situation d'exécution desdites dépenses est présentée dans les lignes qui suivent.

2.2.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Le **tableau 12** présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 12. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Natures économiques	Montants en milliards de FCFA				
	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations CP au 30 juin 2020		
	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %
Budget Général (1)	884,965	2 653,485	1 138,820	920,151	34,68
Dépenses ordinaires		1 741,894	804,458	665,108	38,18
Personnel		687,368	374,307	296,168	43,09
<i>dont fonctionnaires des Collectivités territoriales</i>		224,611	86,122	86,095	38,33
Acquisitions de biens et services, dont		436,437	208,464	172,933	39,62
<i>Matériel</i>		182,397	63,681	54,435	29,84
<i>Communication</i>		50,575	18,036	15,455	30,56
<i>Autres Dépenses</i>		139,622	95,570	80,683	57,79
<i>dépenses électorales</i>		30,750	22,387	19,413	63,13
Charges financières		120,423	41,574	40,570	33,69
Transferts et subventions, dont		484,657	179,054	154,378	31,85
<i>Bourses</i>		17,796	5,551	5,225	29,36
<i>Subvention intrants</i>		43,000	11,830	11,830	27,51
<i>Subvention EDM-SA</i>		30,000	30,000	30,000	100,00
<i>Filet social</i>		146,000	16,173	15,602	10,69
Dépenses en atténuation des recettes		13,009	1,059	1,059	8,14
Dépenses en capital	884,965	911,590	334,363	255,042	27,98
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ⁸	884,965	911,590	334,363	255,042	27,98
<i>dont BSI financement extérieur</i>	96,626	275,600	89,049	89,049	32,31
<i>dont Filet social</i>	10,000	10,000	4,459	3,463	34,63
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	

⁸La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

Natures économiques	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations CP au 30 juin 2020		
	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %
Budgets annexes (2)	2,648	9,105	3,055	2,567	28,19
Personnel		2,215	0,969	0,905	40,86
Acquisitions de biens et services		3,583	0,700	0,652	18,19
Transferts et subventions		0,660	0,370	0,370	56,12
Dépenses en capital	6,648	2,648	1,017	0,640	24,18
Comptes spéciaux du Trésor (3)	74,194	164,386	68,373	66,979	40,75
Personnel		0,290	0,023	0,023	7,77
Acquisitions de biens et services		1,312	0,391	0,150	11,44
Transferts et subventions		0,690	0,030	0,000	0,00
Dépenses en atténuation de recettes		87,900	65,129	65,129	74,09
Dépenses en capital	74,194	74,194	2,800	1,678	2,26
Total général (1 + 2 + 3)	961,807	2 826,976	1 210,249	989,697	35,01

Source : DGB, septembre 2020.

2.2.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les transferts du budget général vers les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les dépenses des institutions de la République et autorités administratives indépendantes.

Elles s'élèvent à 2 653,485 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire de 2020, contre 2 472,348 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur cette prévision, 920,151 milliards de FCFA ont été exécutés au 30 juin 2020, soit un taux d'exécution de 34,68%, sur lesquels 72,28% représentent des dépenses ordinaires et 27,72% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est supérieur de 4,79 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice. Ils se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisition de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2020 s'élèvent à 1 741,894 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 1 500,849 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 665,108 milliards de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 38,18%. Ce niveau d'exécution est supérieur de 0,85 point de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2020 à 687,368 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 636,254 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

A la fin du premier semestre, cette nature de dépense présente le taux d'exécution le plus élevé (43,09%) et la part la plus importante des liquidations du budget ordinaire (44,53%). Sur les 296,168 milliards de FCFA liquidés, 44,49% l'ont été dans les régions, pour couvrir les charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales (29,07% des salaires liquidés) et des fonctionnaires des services déconcentrés de l'Etat.

b. Biens et services

Les crédits de paiement destinés à l'acquisition de biens et services se chiffrent à 436,437 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 409,557 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 juin 2020, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 172,933 milliards de FCFA représentant un taux d'exécution de 39,62%. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés aux autres dépenses (46,66%), à l'acquisition de matériel (31,48%), et aux frais de déplacement et missions (12,93%).

Il est à noter que 11,96% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

c. Charges financières :

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent à 120,423 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2020.

A la fin du premier semestre, ils ont été liquidés à hauteur de 40,570 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 33,69%, sur lesquels 66,36% représentent les frais financiers sur la dette intérieure.

d. Transferts et subventions :

Évalués à 484,657 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire de 2020, contre 326,907 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été liquidés à hauteur de 154,378 milliards de FCFA, représentant un taux d'exécution de 31,85%.

Ils ont permis de prendre en charge, entre autres, la subvention accordée à EDM-SA (19,43%), les dépenses de filet social (10,11%), la subvention des intrants (7,66%) et les bourses scolaires (3,38%).

Les 6,81% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

e. Dépenses en atténuation des recettes :

Prévues pour 13,009 milliards de FCFA, les dépenses en atténuation des recettes sont affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement ainsi qu'au remboursement des crédits de TVA et des droits indûment perçus. La situation d'exécution de ces dépenses fait ressortir, à la fin du premier semestre, un montant liquidé de 1,059 milliard de FCFA, représentant 8,14% des prévisions, sur lesquels 87,64% constituent des remboursements de crédits TVA.

B. Dépenses en capital

Dans le budget d'Etat, les dépenses en capital ou d'investissements sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en CP. Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Ils se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE des dépenses en capital s'élèvent à 884,965 milliards de FCFA, contre 834,873 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 911,590 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 971,499 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 255,042 milliards de FCFA ont été liquidés au 30 juin, soit un taux d'exécution de 27,98%, sur lesquels 34,77% ont été liquidés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, 30,04% au compte du BSI financement intérieur, 34,92% au compte du BSI financement extérieur et 0,27% au titre des appuis budgétaires sectoriels.

En outre, 8,89% des liquidations ont été effectués dans les régions.

a. Equipement - investissement

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à 339,558 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 319,558 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

A la fin du premier semestre, ces crédits ont été exécutés à 26,12%, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

b. Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)

Les CP des dépenses du BSI financement intérieur s'élèvent à 285,104 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 293,104 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, 26,87% ont été exécutés au 30 juin 2020.

c. Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)

Les CP des dépenses du BSI financement extérieur s'élèvent à 275,600 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 350,000 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Le taux d'exécution de ces crédits au 30 juin 2020 est de 32,31%. Sur le montant liquidé (89,049 milliards de FCFA), 71,44% représentent des dépenses sur prêts projets et 28,56%, des dépenses sur dons projets.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 13. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

Montants en milliards de FCFA

Structures	Prévisions rectifiées 2020			Situation d'exécution au premier semestre 2020				
	Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux %	Part %
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	11,321	11,839	0,413	1,512	1,925	16,26	2,16
Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	17,580	26,675	25,316	-	25,316	94,91	28,43
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	8,237	12,901	1,872	2,749	4,621	35,82	5,19
Ministère de l'agriculture	45,711	33,723	79,434	14,437	7,966	22,403	28,20	25,16
Ministère de l'élevage et de la pêche	18,708	6,251	24,959	2,740	1,124	3,864	15,48	4,34
Commissariat à la sécurité alimentaire	-	1,213	1,213	-	0,187	0,187	15,42	0,21
Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	47,359	71,824	16,648	9,705	26,353	36,69	29,59
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	-	1,039	2,195	-	2,195	211,26	2,46
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	-	3,427	3,427	-	1,311	1,311	38,26	1,47
Ministère de l'économie et des finances	-	24,639	24,639	-	0,874	0,874	3,55	0,98
Ministère des mines et du pétrole	-	1,000	1,000	-	-	-	0,00	0,00
Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,200	-	-	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	7,800	15,600					
Ministère de l'industrie et du commerce	-	0,800	0,800					
Ministère des maliens de l'extérieur	-	0,050	0,050	-	-	-	0,00	0,00
Total	112,200	163,400	275,600	63,621	25,428	89,049	32,31	100,00

Source : DNP, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 13** que les structures dont le poids est significatif dans le montant des crédits liquidés sont :

- le ministère de l'énergie et de l'eau dont les liquidations représentent 29,59% du total ;
- le ministère de l'équipement et des infrastructures, dont les liquidations représentent 28,43% du total et dont les crédits ont été exécutés à 94,91% à la fin du premier semestre ;
- le ministère de l'agriculture, dont les liquidations représentent 25,16% du total.

Bien qu'ayant un faible poids dans le total des liquidations, les crédits alloués aux projets du ministère de l'aménagement du territoire et de la population ont été exécutés à hauteur de 211,26% des prévisions à la fin de la période sous revue.

2.2.1.2. Budgets annexes

Les CP des budgets annexes au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 7,810 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été liquidés, au 30 juin, à hauteur de 2,567 milliards de FCFA, ou un taux d'exécution de 28,19%, sur lesquels 75,06% représentent des dépenses ordinaires et 24,94% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est comparable à celui observé en 2019 à la même période (28,48%).

A. Dépenses ordinaires

Les CP de dépenses ordinaires alloués aux budgets annexes pour 2020 s'élèvent à 6,457 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 5,729 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 1,927 milliard de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 29,84%. Ce niveau d'exécution est inférieur de 6,73 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les CP des charges salariales des entrepôts du Mali à l'étranger se chiffrent en 2020 à 2,215 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été exécutés, au premier semestre, à hauteur de 40,86%.

b. Biens et services

Les CP destinés à l'acquisition de biens et services pour les entrepôts du Mali à l'étranger se chiffrent à 3,583 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 2,854 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 juin 2020, ils ont été liquidés à hauteur de 0,652 milliard de FCFA représentant un taux d'exécution de 18,19%.

c. Transferts et subventions :

Évalués à 0,660 milliard de FCFA, les CP de transferts et subventions des entrepôts maliens à l'étranger ont été liquidés à hauteur de 0,370 milliard de FCFA, représentant un taux d'exécution de 56,12%.

Ils ont permis de prendre en charge, entre autres, la subvention accordée par les EMASE aux EMAMAU (33,78%), EMAGUI (44,59%) et EMAGHA (20,27%).

B. Dépenses en capital

Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE de dépenses en capital allouées aux entrepôts maliens à l'étranger sont égaux aux CP et s'élèvent à 2,648 milliards de FCFA, contre 2,081 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 0,640 milliard de FCFA ont été liquidés au 30 juin, soit un taux d'exécution de 24,18%.

2.2.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les CP des comptes spéciaux du Trésor se chiffrent en 2020 à 164,386 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 124,410 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été liquidés, au 30 juin, à hauteur de 66,979 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 40,75%, sur lesquels 97,49% représentent des dépenses ordinaires et 2,51% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est supérieur de 6,73 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Les CP de dépenses ordinaires inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 s'élèvent à 90,192 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 72,192 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 65,301 milliards de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 72,40%. Ce niveau d'exécution est supérieur de 13,43 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les CP des charges salariales inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 se chiffrent à 0,290 milliard de FCFA.

Ces crédits ont été exécutés, au premier semestre, à hauteur de 7,77%.

b. Biens et services

Les CP inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour l'acquisition de biens et services se chiffrent à 1,312 milliard de FCFA.

Au 30 juin 2020, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 0,150 milliard de FCFA représentant un taux d'exécution de 11,44%.

c. Transferts et subventions :

Évalués à 0,690 milliard de FCFA, les CP de transferts et subventions inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 n'ont enregistré aucune liquidation au 30 juin.

d. Dépenses en atténuation des recettes :

Les CP des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 87,900 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 69,900 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Ces crédits ont été liquidés à 74,09% au 30 juin. Ils absorbent 97,24% des crédits liquidés pour les comptes spéciaux du Trésor.

B. Dépenses en capital

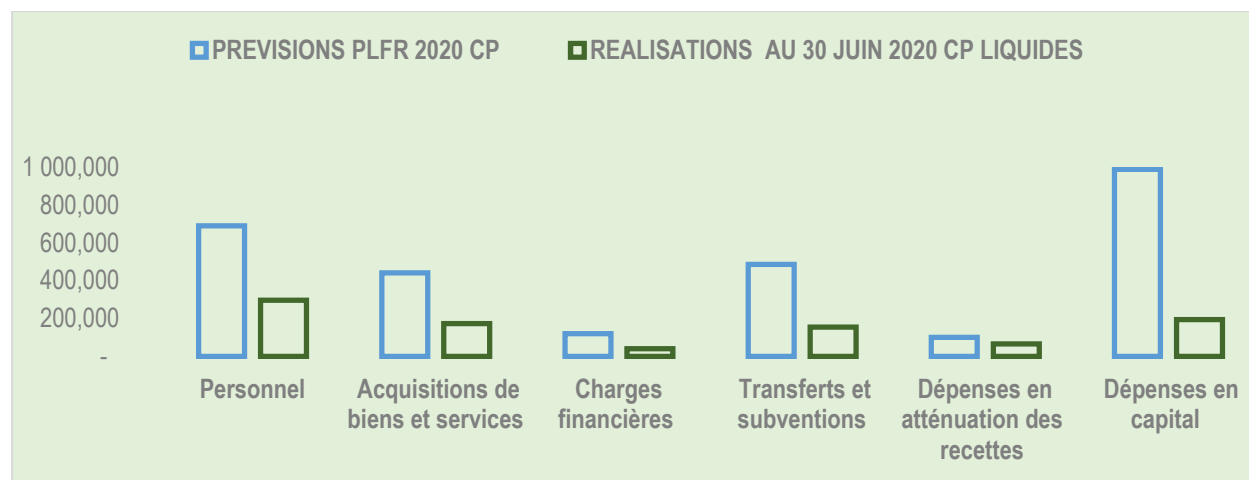
Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE des dépenses en capital inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor sont égaux aux CP et s'élèvent à 74,194 milliards de FCFA, contre 52,218 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 1,678 milliard de FCFA ont été liquidés au 30 juin, soit un taux d'exécution de 2,26%.

2.2.1.4. Situation d'exécution agrégée par nature économique

Agrégée par nature économique⁹, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le **graphique 4**.

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2020 par nature économique.



Source : DGB, septembre 2020.

Le **graphique 4** permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit, notamment, des dépenses en atténuation des recettes (65,59%), de personnel (43,07%) et des acquisitions de biens et services (39,37%).

Il apparaît également que la part des dépenses de personnel dans le total des dépenses liquidées est la plus importante (30,02%) et que les dépenses en capital, malgré leur faible niveau d'exécution, représentent le deuxième poste de dépenses avec 26,00% des liquidations.

⁹ Tout type de budget confondu.

2.2.1.5. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au niveau des régions et des établissements publics

Au 30 juin 2020, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par nature économique au niveau des régions et des établissements publics se présente comme suit :

Tableau 14. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

Nature économique	Prévisions rectifiées 2020	Crédits engagés au 30 juin 2020	Crédits liquidés au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Régions	390,335	218,017	185,627	47,56	75,36
Personnel	234,203	156,793	131,753	56,26	70,98
Acquisition de biens et services	62,549	23,478	20,688	33,07	11,14
Transferts et subventions	18,936	10,783	10,513	55,52	5,66
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	74,647	26,964	22,673	30,37	12,21
Etablissements publics	153,076	77,428	60,684	39,64	24,64
Transferts et subventions	148,505	76,405	60,196	40,53	99,20
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	4,571	1,023	0,488	10,67	0,80
Total	543,411	295,445	246,311	45,33	100,00

Source : DGB, septembre 2020.

Il en ressort qu'au niveau des régions, les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au 30 juin (70,98%) et présentent le taux d'exécution le plus élevé (56,26%). Aussi, malgré leur faible poids dans le total des dépenses liquidées (5,66%), les transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de 55,52% des prévisions annuelles.

Au niveau des établissements publics, les transferts courants présentent un taux d'exécution de 40,53% et représentent presque la totalité des crédits liquidés (99,20%). Les dépenses en capital représentent quant à elles, moins de 1% des liquidations.

2.2.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2020 comporte 148 programmes, 337 actions, 468 objectifs et 1144 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le **tableau 15**.

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

Montants en milliards de FCFA

	Prévisions rectifiées 2020						Réalizations CP au 30 juin 2020			
	Nombre de Prog	Nombre d'actions	Nombre d'objectifs	Nombre d'indicateurs	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %	Part %
Programmes de pilotage (1)	39	136	135	301	145,750	722,243	340,176	233,594	32,34	25,94
Personnel						240,308	114,563	81,710	34,00	34,98
Biens et services						156,215	74,861	51,168	32,75	21,90
Transferts et subventions						96,715	58,799	53,187	54,99	22,77
Investissement					145,750	229,005	91,954	47,529	20,75	20,35
Programme opérationnel (2)	97	183	311	782	547,327	1 217,899	506,237	404,733	33,23	44,94
Personnel						329,841	220,585	176,335	53,46	43,57
Biens et services						126,732	47,526	39,846	31,44	9,85
Transferts et subventions						184,863	94,851	76,994	41,65	19,02
Investissement					547,327	576,463	143,276	111,557	19,35	27,56
Programmes des Budgets annexes (3)	1	7	2	14	2,648	9,105	3,055	2,567	28,19	0,29
Personnel						2,215	0,969	0,905	40,86	35,25
Biens et services						3,583	0,700	0,652	18,19	25,38
Transferts et subventions						0,660	0,370	0,370	56,12	14,43
Investissement					2,648	2,648	1,017	0,640	24,18	24,94
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	11	11	20	47	74,194	164,386	68,373	66,979	40,75	7,44
Personnel						0,290	0,023	0,023	7,77	0,03
Biens et services						1,312	0,391	0,150	11,44	0,22
Transferts et subventions						0,690	0,030	0,000	-	-
Dépenses en atténuation des recettes						87,900	65,129	65,129	74,09	97,24
Investissement					74,194	74,194	2,800	1,678	2,26	2,51
Dotations (5)	0	0	0	0	191,888	713,343	203,358	192,775	27,02	21,40
Personnel						117,219	39,160	38,123	32,52	19,78
Charges financières de la dette						120,423	41,574	40,570	33,69	21,05
Biens et services						153,489	86,077	81,919	53,37	42,49
Transferts et subventions						203,080	25,405	24,197	11,91	12,55
Dépenses en atténuation des recettes						13,009	1,059	1,059	8,14	0,55
Investissement					191,888	106,123	10,084	6,907	6,51	3,58
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	148	337	468	1 144	961,807	2 826,976	1 121,200	900,648	31,86	100,00

Source : DGB, septembre 2020.

2.2.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 722,243 milliards de FCFA, contre 601,130 milliards de FCFA dans le budget initial. Ils permettent de financer 39 programmes d'administration générale et 136 actions.

Au 30 juin, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 233,594 milliards de FCFA, correspondant à 25,95% des crédits liquidés et 32,34% des prévisions.

Pour ce type de programme, un peu plus du tiers des crédits liquidés représentent des dépenses de personnel, tandis que le taux d'exécution le plus élevé est enregistré au niveau des transferts et subventions (54,99%).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a augmenté de 3,18 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations a diminué de 2,44 points de pourcentage.

2.2.2.2. Programmes opérationnels

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 1 217,899 milliards de FCFA, contre 1 274,773 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Ils permettent de financer 97 programmes et 183 actions.

A la fin du premier semestre, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 404,733 milliards de FCFA, correspondant à 44,94% des crédits liquidés et 33,23% des prévisions.

A l'instar des programmes de pilotage, les dépenses de personnel sont également les plus importantes (43,57% des crédits liquidés). Elles enregistrent également le taux d'exécution le plus élevé (53,46%). Les dépenses d'investissement, quant à elles, représentent le deuxième poste de liquidation (27,56%), malgré leur faible taux d'exécution (19,35% des prévisions).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a augmenté de 3,70 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations a diminué de 4,73 points de pourcentage.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

2.2.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions. Ils s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 7,810 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 juin, ils ont été exécutés à hauteur de 2,567 milliards de FCFA, soit moins de 1% des liquidations totales et 28,19% des prévisions. Les 35,25% des crédits liquidés représentent des dépenses de personnel. Malgré leur faible poids (14,43% des crédits liquidés), les transferts des EMASE aux autres entrepôts présentent le taux d'exécution le plus élevé (56,12%).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a diminué de 5,17 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations demeure pratiquement stable.

2.2.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 programmes et 11 actions. Ils se chiffrent à 164,386 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 124,410 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 juin, ils ont été exécutés à hauteur de 66,979 milliards de FCFA, soit 40,75% des prévisions et 7,44% du total des crédits liquidés, dont 97,24% ont servi à payer des dépenses en atténuation des recettes.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution et leur part dans les liquidations ont augmenté, respectivement de 21,89 et 1,34 point de pourcentage.

2.2.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non répartis en programmes sont ventilés en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

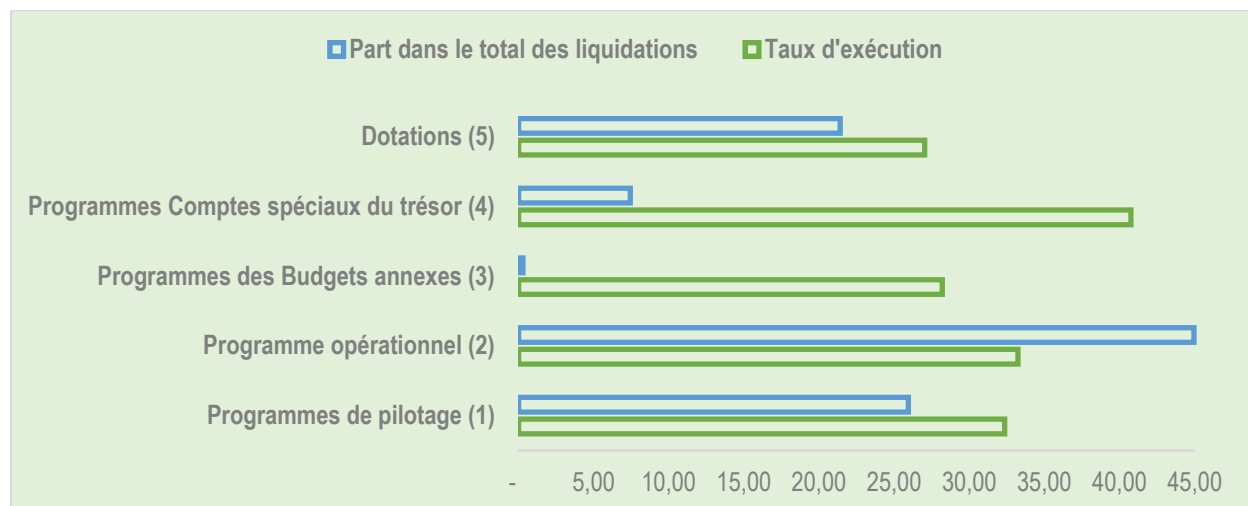
Les crédits de paiement alloués à ces dotations en 2020, se chiffrent à 713,343 milliards de FCFA, contre 596,446 milliards de FCFA dans le budget initial.

A la fin du deuxième trimestre, ils ont été exécutés à hauteur de 192,775 milliards de FCFA, soit 21,40% du total des crédits liquidés et 27,02% des prévisions. Les dépenses d'acquisition de biens et services présentent, à la fois, le taux d'exécution le plus élevé (53,37%) et la part la plus importante des crédits liquidés au compte des dotations (42,49%).

2.2.2.6. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.

Le **graphique 5** récapitule la situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 5. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, septembre 2020.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent la part la plus importante des crédits liquidés au 30 juin (44,94%), tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes des comptes spéciaux du trésor (40,75%).

2.2.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les dépenses budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le **tableau 16** présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Fonction	Montants en milliards de FCFA					
	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations au 30 juin 2020			
	CP	Poids %	Crédits engagés	Crédits liquidés	Taux %	Poids %
Services généraux des administrations publiques	674,308	23,85	330,647	297,300	44,09	33,01
Défense	341,790	12,09	222,977	133,605	39,09	14,83
Ordre et sécurité publics	168,071	5,95	80,484	55,739	33,16	6,19
Affaires économiques	614,794	21,75	163,107	136,253	22,16	15,13
<i>dont Agriculture</i>	368,089	13,02	46,971	35,135	9,55	3,90
Protection de l'environnement	45,340	1,60	6,909	4,311	9,51	0,48
Logement et équipements collectifs	78,455	2,78	25,893	23,497	29,95	2,61
Santé	192,482	6,81	59,605	48,985	25,45	5,44
Loisirs, culture et culte	21,051	0,74	9,368	7,351	34,92	0,82
Enseignement	441,902	15,63	171,013	145,774	32,99	16,19
Protection sociale	248,781	8,80	51,198	47,834	19,23	5,31
Total	2 826,976	100,00	1 121,200	900,648	31,86	100,00

Source : DGB, septembre 2020.

2.2.3.1. Services généraux des administrations publiques

Pour 2020, le poids des services généraux des administrations publiques dans les dépenses budgétaires est passé de 26,10% dans la loi de finances initiale à 23,85% dans le budget d'Etat rectifié.

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget au titre de ces services s'élève à 44,09% à la date du 30 juin. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales, ainsi que les affaires étrangères pour 42,15%, les opérations concernant la dette publique pour 26,08%, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour 17,78%, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement.

En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec 33,01% des dépenses totales.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution et leur poids sont en hausse, respectivement, de 11,55 et 3,36 points de pourcentage.

2.2.3.2. Défense

Pour 2020, le poids des dépenses liées à la défense est passé de 11,20% dans la loi de finances initiale, à 12,09% dans le budget rectifié.

Leur taux d'exécution, au 30 juin, s'élève à 39,09%, tandis que leur poids dans les dépenses totales représente 14,83%.

Cette situation d'exécution révèle un taux (+7,44 points de pourcentage) et une part (+1,30 point de pourcentage) plus élevés que ceux observés à la même période en 2019.

2.2.3.3. Ordre et sécurité publics

La part des crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié au titre de l'ordre et de la sécurité publics s'élève à 5,95%, contre 6,16% dans la loi de finances initiale.

Avec un taux d'exécution de 33,16% à la fin du premier semestre, ils représentent 6,19% des dépenses totales et financent principalement les services de police (39,60% des crédits liquidés), les dépenses des tribunaux (14,60%) et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs (31,51%). Ils représentent 6,58% des crédits liquidés au 30 juin 2019.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution est en hausse de 1,64 point de pourcentage, tandis que leur poids diminue de 0,84 point de pourcentage.

2.2.3.4. Affaires économiques

Le poids des affaires économiques (21,75%) a diminué de 3,92 points de pourcentage dans le budget d'Etat rectifié de 2020.

Les crédits de paiement y afférents, ont été exécutés à hauteur 22,16%, afin de financer, principalement, l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (25,19% des liquidations), les combustibles et l'énergie (15,30%) et les affaires économiques non classées ailleurs (25,20%).

Cette situation révèle, globalement, une augmentation du taux d'exécution et de la part des affaires économiques, respectivement de 7,31 et 1,52 points de pourcentage par rapport à la même période de l'exercice antérieur, tandis que le taux d'exécution et la part de l'agriculture diminuent respectivement de 2,25 et 0,72 points de pourcentage.

2.2.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte

Le poids des dépenses liées à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte a légèrement diminué, de 0,81 point de pourcentage, dans le budget d'Etat rectifié, pour s'établir à 5,12 %.

En termes de liquidation au 30 juin, leurs poids demeurent les plus faibles (respectivement 0,48%, 2,61% et 0,82% du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à 9,51%, 29,95% et 34,92%.

Comparés à la même période en 2019, une diminution des taux d'exécution et des parts est observée pour la protection de l'environnement, les loisirs, culture et culte (respectivement -6,31 et -0,99 points de pourcentage). Cette diminution est absorbée par l'amélioration des indicateurs de la fonction "*logement et équipements collectifs*", dont le taux d'exécution et la part ont augmenté, respectivement, de 16,93 et 0,99 points de pourcentage.

2.2.3.6. Santé

Le poids de la fonction "*santé*" est passé de 5,20% dans la loi de finances initiale à 6,81% dans le budget d'Etat rectifié.

A la fin du deuxième trimestre, elle a représenté 5,44% du total des crédits liquidés. Elle enregistre un taux d'exécution de ses dépenses de 25,45%, sur lesquelles 42,51% sont destinés aux services de santé publique, 34,11% aux dépenses de santé non classées ailleurs et 19,76% aux services hospitaliers.

Ce niveau d'exécution est en légère amélioration par rapport à 2019, de 1,82 point de pourcentage en termes de taux d'exécution et de 0,95 point de pourcentage en termes de part dans les dépenses totales.

2.2.3.7. Enseignement

Le poids de la fonction "*enseignement*" est passé de 15,28% dans la loi de finances initiale, à 15,63% dans le budget rectifié de 2020.

Au 30 juin, les crédits alloués à cette fonction ont été exécutés à hauteur de 32,99%. Elle représente le deuxième poste de dépenses, après les services généraux des administrations publiques, avec 16,19% des crédits liquidés. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (58,74%), l'enseignement secondaire (21,27%) et l'enseignement supérieur (13,26%).

Comparés à la même période en 2019, le taux d'exécution et le poids des dépenses de cette fonction ont diminué, respectivement, de 4,52 et 5,45 points de pourcentage.

2.2.3.8. Protection sociale

Le poids de la protection sociale a quasiment doublé dans le budget rectifié de 2020 par rapport à la loi de finances initiale pour s'établir à 8,80%.

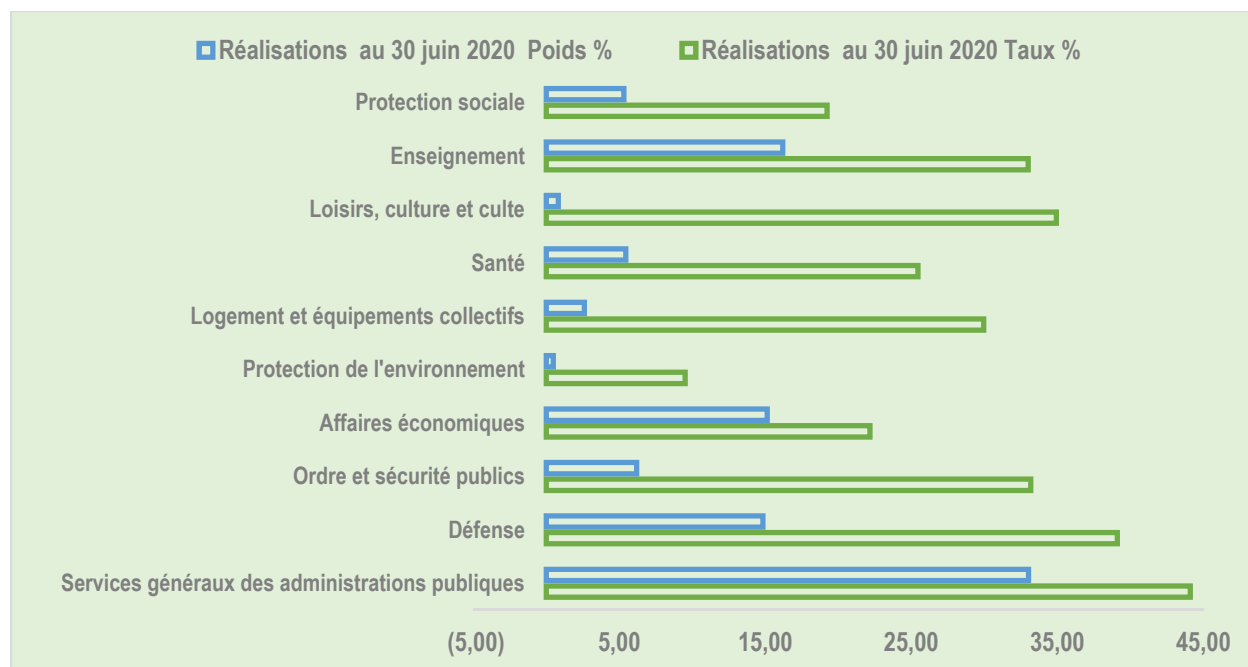
Avec un taux d'exécution de 19,23% des prévisions à la fin du premier semestre, les crédits de paiement exécutés au titre de cette fonction ne représentent que 5,31% du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (47,92%) et les dépenses de protection sociale non classées ailleurs (48,49%).

Par rapport à la même période en 2019, cette situation révèle une nette dégradation du taux d'exécution des dépenses de la fonction (-12,36 points de pourcentage) et une relative stabilité de leur poids dans les dépenses totales (-0,83 point de pourcentage).

2.2.3.9. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Le **graphique 6**, ci-dessous, fournit une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, septembre 2020.

Il en ressort que la division "services généraux des administrations publiques" est la plus importante, avec un taux d'exécution de 44,9% et un poids de 33,01%. Les deux autres postes de dépenses sont l'enseignement (16,19%) et les affaires économiques (15,13%).

Par ailleurs, malgré leurs poids relativement faibles dans les prévisions, les divisions "Défense" et "Loisirs, culture et culte" présentent des taux d'exécution parmi les plus élevés.

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE

Les ressources et les charges de trésorerie résultent d'opérations liées à la gestion de la dette. Elles concourent à la réalisation de l'équilibre du budget d'Etat.

Le **tableau 17**, ci-dessous, présente la situation d'exécution de ces ressources et charges.

Tableau 17. Situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie.

Rubrique	Montants en milliards de FCFA				
	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %
Besoins de financement	819,548	1 100,527	368,733	33,51	100,00
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	381,016	365,386	189,066	51,74	51,27
<i>dont principal dette intérieure</i>	251,540	251,540	139,144	55,32	73,60
<i>dont principal dette extérieure</i>	129,476	113,846	49,922	43,85	26,40
Déficit budgétaire à financer	422,740	719,349	178,250	24,78	48,34
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	1,417	8,97	0,38
Ressources de financement	819,548	1 100,527	738,093	67,07	100,00
Tirages sur des emprunts projets	194,400	112,200	63,621	56,70	8,62
Emission de dette à court, moyen et long termes	556,319	691,249	500,636	72,42	67,83
Tirages sur des emprunts programmes	28,692	253,941	167,746	66,06	22,73
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	21,385	2,295	10,73	0,31
Remboursement des prêts et avances	5,960	5,960	2,325	39,01	0,32
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	1,471	9,31	0,20

Source : Services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

A la lecture du **tableau 17**, il apparaît que, à la fin du premier semestre, les ressources de financement, mobilisées à 67,07%, couvrent les besoins de financement, exécutés à 33,51%.

3.1. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des produits des dettes à court, moyen et long terme et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Dans le projet de collectif budgétaire, leurs prévisions ont enregistré une augmentation de 55,48% par rapport aux prévisions initiales, passant de 263,229 milliards de FCFA à 409,278 milliards de FCFA¹⁰.

Le **tableau 18** présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 juin 2020 par rapport aux objectifs annuels.

¹⁰ Hors titres de marché (bons et obligations du Trésor).

Tableau 18. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

Montants en milliards de FCFA					
	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	21,385	2,295	10,73	0,97
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	0,385	0,385	0,229	59,50	9,98
<i>Aliénations du domaine immobilier</i>	18,000	18,000	2,066	11,48	90,02
<i>Recettes de privatisation</i>	-	3,000	-	0,00	-
Produits des emprunts (projets BSI & ABG)	223,092	366,141	231,367	63,19	97,44
<i>Produits des emprunts projets</i>	194,400	112,200	63,621	56,70	27,50
<i>Produits des emprunts programmes</i>	28,692	253,941	167,746	66,06	72,50
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	1,471	9,31	0,62
Remboursement de prêts et avances	5,960	5,960	2,325	39,01	0,98
Total, hors titres	263,229	409,278	237,458	58,02	32,17
Emission de titres de marché	556,319	691,249	500,636	72,42	67,83
Total des ressources de financement	819,548	1 100,527	738,093	67,07	100,00

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 18** que, à la fin du deuxième trimestre, un montant de 237,458 milliards de FCFA a été mobilisé au titre des ressources de trésorerie¹¹, soit un taux de réalisation de 58,02%.

Comparé à la même période en 2019, ce taux d'exécution est en hausse de 35,59 points de pourcentage.

Lorsque les émissions de bons et obligations du Trésor sont prises en compte, le niveau de réalisation des ressources de financement, au 30 juin, atteint 738,093 milliards de FCFA, sur une prévision rectifiée de 1 100,527 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 67,07%. Ces émissions représentent 67,83% des ressources mobilisées.

3.1.1. Produits des cessions d'actifs

Les prévisions de produits de cessions d'actifs ont augmenté de 16,32% en 2020 pour s'établir à 21,385 milliards de FCFA dans le budget rectifié.

A la fin du deuxième trimestre, ces produits ont été mobilisés à hauteur de 2,295 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 10,73%. Ils proviennent des aliénations d'immeubles et de titres fonciers réalisées par la DND (90,02%) ainsi que celles issues des réformes de matières et matériels effectuées par la DGABE et versées aux guichets de la DND (9,98%).

¹¹ Hors titres de marché (bons et obligations du Trésor).

3.1.1.1. Aliénations de meubles, d'immeubles et TF.

La prévision annuelle des produits d'aliénations de meubles et d'immeubles se chiffre à 18,385 milliards de FCFA, dont 8 milliards de FCFA attendus de l'ACI pour la cession de bâtiments administratifs.

Le **tableau 19** retrace la situation d'exécution comparative de ces produits pour les premiers semestres 2019 et 2020.

Tableau 19. Situation de réalisation des ressources de trésorerie par la DND.

Nature	Prévisions au 30 juin 2019	Réalizations au 30 juin 2019	Taux %	Montants en milliards de FCFA		
				Prévisions au 30 juin 2020	Réalizations au 30 juin 2020	Taux %
Aliénations d'immeubles et TF	6,952	2,472	35,56	8,318	2,066	24,83
Aliénations de meubles	0,191	0,219	114,75	0,179	0,229	127,62
Total	7,143	2,691	37,68	8,497	2,295	27,00

Source : DND, septembre 2020.

Il ressort du **tableau 19** que le taux de réalisation des produits de cessions d'actifs par la DND est inférieur de 10,68 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019. Cette diminution s'explique par celle des aliénations d'immeubles et titres fonciers (TF), dont la part est la plus importante (90,02%) et dont le taux de réalisation est inférieur de 10,73 points de pourcentage à celui de 2019.

Pour améliorer le niveau des recouvrements, il est envisagé de demander à l'ACI, de procéder au paiement du reliquat du prix de cession des bâtiments administratifs vendus et les autres droits connexes.

3.1.1.2. Recettes de privation.

Dans le budget d'Etat rectifié, 3,000 milliards de FCFA ont été inscrits au titre des recettes de privation. Sur ce montant, aucune réalisation n'a été enregistrée à la fin du premier semestre.

3.1.2. Produits des emprunts à court, moyen et long terme

Les produits des emprunts à court, moyen et long terme représentent 99,17% des ressources de financement mobilisées. Elles sont constituées des produits : (i) des emprunts projets inscrits au BSI (8,69%), (ii) des emprunts programmes ou prêts d'ABG (22,92%) et (iii) des émissions de bons et obligations du Trésor (68,39%).

3.1.2.1. Produits des emprunts projets inscrits au BSI.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit :

Tableau 20. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

Structures	Montants en milliards de FCFA		En %	
	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 30 juin 2020	Taux de décaissement	Part de chaque ministère
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	0,413	79,73	0,65
Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	25,316	278,35	39,79
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	1,872	40,14	2,94
Ministère de l'agriculture	45,711	14,437	31,58	22,69
Ministère de l'élevage et de la pêche	18,708	2,740	14,65	4,31
Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	16,648	68,05	26,17
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	2,195	211,26	3,45
Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	-	0,00	0,00
Total	112,200	63,621	56,70	100,00

Source : DNP, septembre 2020.

Il apparaît dans le **tableau 20** que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés :

- en termes de parts dans le total des décaissements, au niveau des départements (i) de l'équipement et des infrastructures (39,79%), (ii) de l'énergie et de l'eau (26,17%) et (iii) de l'agriculture (22,69%);
- en termes de taux d'exécution, au niveau des départements (i) de l'équipement et des infrastructures (278,35%), (ii) de l'aménagement du territoire et de la population (211,26%), (iii) de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable (79,73%) et (iv) de l'énergie et de l'eau (68,05%).

Les taux d'exécution exceptionnellement élevés au niveau du ministère de l'équipement et des infrastructures ainsi que du ministère de l'aménagement du territoire et de la population, s'explique essentiellement par la réduction considérable de leurs prévisions dans le projet de budget rectifié (-82,42% pour les deux ministères), tandis que les niveaux de décaissement ont été moins pessimistes que prévus.

Le taux global de décaissement (56,70%) est supérieur de 10,21 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Durant le troisième trimestre, il est prévu de mobiliser 78,621 milliards de FCFA d'emprunts projets.

3.1.2.2. Produits des emprunts programmes.

Pour 2020, il est prévu de contracter 253,941 milliards de FCFA de prêt d'ABG, soit 225,249 milliards de FCFA de plus que le montant inscrit dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 167,746 milliards de FCFA ont été décaissés à la fin du premier semestre. Ce montant a été mobilisé auprès de la Banque africaine de développement (6,03%), du FMI (81,33%) et de la BOAD (12,64%).

A la même période en 2019, aucun décaissement n'avait été enregistré.

3.1.2.3. Produits des émissions de bons et obligations du Trésor.

Les émissions de titres de marché ont été évaluées à 691,249 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié, contre 556,319 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, des titres d'une valeur de 500,636 milliards de FCFA ont été émis, dont 63,15% d'obligations et 36,85% de bons. Le taux de couverture global s'élève à 217,60%.

3.1.3. Dépôts sur les comptes des correspondants

Sur une prévision de 15,792 milliards de FCFA, les dépôts sur les comptes des correspondants se sont chiffrés à 1,471 milliard de FCFA à la fin du premier semestre, soit un taux de réalisation de 9,31%.

Ce taux est inférieur de 26,75 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

3.1.4. Remboursements de prêts et avances

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés assigné à la Direction Générale de Dette Publique (DGDP) pour l'année 2020 s'élève à 5,960 milliards de FCFA. Sur ce montant, il était prévu de recouvrer 1,153 milliard de FCFA durant le deuxième trimestre.

La situation d'exécution à la date du 30 juin, fait ressortir un montant de 2,325 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 39,01%.

Ce taux est supérieur de 13,49 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

Le **tableau 21** présente la situation détaillée des remboursements de prêts rétrocédés par organisme.

Tableau 21. Situation de recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

		Montants en millions de FCFA								
		BNDA	EDM-SA	SOGEM	BDM-SA	SOTELMA-SA	BMS-SA	Total	Cumul	Taux %
Janvier	Prévisions			207,000				207,000		53,14
	Réalisations		110,000					110,000	110,000	
Février	Prévisions		134,000	1 069,000				1 203,000		107,07
	Réalisations			1 288,000				1 288,000	1 398,000	
Mars	Prévisions	8,000	153,000					161,000		183,23
	Réalisations	8,000	287,000					295,000	1 693,000	
Avril	Prévisions			889,000	71,000	6,000	143,000	1 109,000		19,66
	Réalisations				71,000		147,000	218,000	1 911,000	
Mai	Prévisions	402,000						402,000		100,00
	Réalisations	402,000						402,000	2 313,000	
Juin	Prévisions	12,000						12,000		100,00
	Réalisations	12,000						12,000	2 325,000	
Juillet	Prévisions			207,000				207,000		
	Réalisations							-	-	
Août	Prévisions		159,000	1 052,000				1 211,000		
	Réalisations							-	-	
Septembre	Prévisions	8,000	159,000					167,000		
	Réalisations							-	-	
Octobre	Prévisions			659,000	69,000		141,000	869,000		
	Réalisations							-	-	
Novembre	Prévisions	401,000						401,000		
	Réalisations							-	-	
Décembre	Prévisions	11,000						11,000		
	Réalisations							-	-	
Total	Prévisions	842,000	605,000	4 083,000	140,000	6,000	284,000	5 960,000		39,01
	Réalisations	422,000	397,000	1 288,000	71,000	-	147,000	2 325,000		
	Taux %	50,12	65,62	31,55	50,71	-	51,76			

Source : DGDP, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 21** que les taux de recouvrement des prêts rétrocédés auprès des organismes bénéficiaires sont globalement au-dessus de 50%, à l'exception de celui de la SOGEM.

3.2.CHARGES DE TRESORERIE

Les charges de trésorerie comprennent : (i) le remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme, (ii) les retraits sur les comptes des correspondants, (iii) les prêts et avances.

Dans le budget rectifié de 2020, ces charges sont évaluées à 381,178 milliards de FCFA, contre 396,808 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 juin 2020 est présentée dans le **tableau 22**.

Tableau 22. Situation d'exécution des charges de trésorerie.

	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalizations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	381,016	365,386	189,066	51,74	99,26
<i>Principal dette intérieure</i>	<i>251,540</i>	<i>251,540</i>	<i>139,144</i>	<i>55,32</i>	<i>73,60</i>
<i>Principal dette extérieure</i>	<i>129,476</i>	<i>113,846</i>	<i>49,922</i>	<i>43,85</i>	<i>26,40</i>
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	1,417	8,97	0,74
Prêts et avances	-	-	-	0,00	0,00
Total hors solde global	396,808	381,178	190,483	49,97	51,66
Solde à financer	422,740	719,349	178,250	24,78	48,34
Total besoins de financement	819,548	1 100,527	368,733	33,51	100,00

Source : DNTCP, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 22** que, à la fin du deuxième trimestre, un montant de 190,483 milliards de FCFA a été exécuté au titre des charges de trésorerie¹², soit un taux de réalisation de 49,97%.

Comparé à la même période en 2019, ce taux d'exécution est en légère hausse de 1,77 point de pourcentage.

Lorsque le solde budgétaire de la période est pris en compte, le niveau d'exécution des besoins de financement, au 30 juin, atteint 368,733 milliards de FCFA, sur une prévision rectifiée de 1 100,527 milliards de FCFA, soit un taux de 33,51%. Ce solde représente 48,34% des besoins de financement couverts.

3.2.1. Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme

Les prévisions de remboursement des produits des emprunts ont diminué de 4,10% en 2020 pour s'établir à 381,178 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020.

A la fin du deuxième trimestre, 189,066 milliards de FCFA ont été remboursés, soit un taux d'exécution de 51,74%. Plus de la moitié du montant remboursé (73,60%) constitue l'amortissement du principal de la dette intérieure. Ainsi, la part de la dette intérieure dans l'amortissement des emprunts est supérieure de 3,16 points de pourcentage à celui de la même période en 2019.

Ce poste représente 99,26% des charges de trésorerie exécutées au premier semestre.

3.2.2. Retraits sur les comptes des correspondants

Un montant de 15,792 milliards de FCFA est inscrit au budget d'Etat de 2020 au titre des retraits sur les comptes des correspondants.

A la fin du premier semestre, ces retraits se sont chiffrés à 1,417 milliard de FCFA, soit 8,97% des prévisions annuelles. Ils sont composés, essentiellement, des dépenses effectuées par l'Agence malienne de métrologie, l'Office malien de l'habitat, l'Agence pour la promotion touristique au Mali, le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage, la Chambre de commerce et d'industrie du Mali, l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako, l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, l'Université des sciences, techniques et technologies de Bamako, l'Institut national de formation des travailleurs sociaux, l'Institut Zayed des sciences économiques et juridiques de Bamako et autres correspondants.

IV. CONCLUSION

L'exécution des prévisions budgétaires rectifiées de 2020, au premier semestre, s'est effectuée dans un contexte difficile, marquée principalement par une récession de l'activité économique à l'échelle mondiale, à la suite de la rapide propagation de la Covid-19.

Cette évolution du contexte justifie la modification des prévisions de la loi de finances initiale et le creusement du déficit budgétaire.

La situation d'exécution provisoire, fait ressortir un solde global déficitaire de 178,250 milliards de FCFA. Les recettes ont été réalisées à 38,50% et les dépenses, exécutées à 35,01%. Ces indicateurs affichent, comparativement à la même période de l'exercice antérieur, un recul du niveau de réalisation des recettes (-3,81 points de pourcentage) et une augmentation du taux d'exécution des dépenses (+4,95 points de pourcentage).

En ce qui concerne les recettes budgétaires, celles du budget général représentent 99,11%¹² des sommes encaissées, celles des budgets annexes, 0,41% et celles des comptes spéciaux du trésor 0,49%¹³. L'effort des services d'assiettes et de recouvrement représente 91,41% des recettes totales. En termes de taux d'exécution, une baisse de performance générale apparaît par rapport à 2019. La réduction la plus significative est enregistrée au niveau des recettes recouvrées par la DNTCP. Cependant, une exception est constatée pour les dons d'appui budgétaire sectoriel, annulations de dettes et les recettes des CST. La part des dons et annulations de dette a augmenté de 2,43 points de pourcentage par rapport à 2019.

S'agissant des dépenses, classées par nature économique, les dépenses de personnel représentent 30,02% des liquidations, suivies des dépenses en capital (26,00%). Les liquidations ont été effectuées à 18,76% dans les régions et à 6,13%, pour le compte des établissements publics. L'analyse de la situation d'exécution par type de programme et dotation budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que 44,94% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, tandis que les programmes de CST présentent le taux d'exécution le plus élevé (40,75% des prévisions). Suivant la classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI, les dépenses des services généraux des administrations publiques représentent 33,01% des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics 21,02%, l'enseignement 16,19% et les affaires économiques 15,13%. Cet ordre de priorité est le même qu'en 2019, bien que le poids de l'enseignement ait enregistré une diminution.

¹² En valeur brute, y compris les crédits de TVA.

¹³ Hors Fonds de remboursement des crédits TVA.

Au niveau de la trésorerie, les ressources ont été mobilisées à 58,02% et les charges, exécutées à 49,97%. Ces niveaux de réalisations sont en hausse par rapport à 2019, respectivement de 35,59 et 1,77 point de pourcentage. Comparés au premier semestre de 2019 : (i) le taux de mobilisation des prêts d'appui budgétaire a considérablement augmenté, à l'instar des dons ; (ii) le poids du remboursement des produits d'emprunts a augmenté au niveau des charges de trésorerie, malgré les moratoires et annulations de dette obtenus dans le cadre de la riposte à la Covid-19. De manière générale, il apparaît que les ressources de financement ont largement couvert les besoins de financement pour la période sous revue.

ANNEXE 1 :

**SITUATION DE REALISATION DES RECETTES
BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE
PAR LES SERVICES D'ASSIETTES ET DE
RECOUVREMENT.**

SITUATION DE REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Direction Générale des Douanes	567,000	282,973	49,91	38,15					567,000	282,973	49,91	37,84
Direction Générale des Impôts	891,325	414,502	46,50	55,88					891,325	414,502	46,50	55,43
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	20,853	8,076	38,73	1,09	15,792	1,471	9,31	24,15	36,645	9,547	26,05	1,28
Direction Nationale des Domaines	114,791	36,156	31,50	4,87	18,385	2,295	12,48	37,67	133,176	38,450	28,87	5,14
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					3,000	0,000	0,00	0,00	3,000	0,000	0,00	0,00
Direction Générale de la Dette Publique					5,960	2,325	39,01	38,17	5,960	2,325	39,01	0,31
Total	1 593,969	741,707	46,53	100,00	43,137	6,091	14,12	100,00	1 637,106	747,797	45,68	100,00

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES

BUDGETAIRES DE RIPOSTE A LA COVID-19

AU 30 JUIN 2020.

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES POUR LA RIPOSTE A LA COVID-19

(Montants en FCFA)

Mesure de riposte	Prévisions	Crédits notifiés	Solde
Structure			
Désignation			
1.Mesures sanitaires	40 000 000 000	30 908 754 414	9 091 245 586
Ministère de la Santé et des Affaires Sociales et ses structures		12 277 267 220	
Ministère de l'Industrie et du Commerce		11 039 614 000	
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile		535 742 774	
Ministère de la Communication		500 000 000	
Ministère des Réformes Institutionnelles		300 000 000	
Ministère des Maliens de l'Extérieur		6 000 000 000	
Primature		256 130 420	
2.Mesures sociales en faveur des populations	122 000 000 000	15 000 000 000	107 000 000 000
Projet Jigisemejiri			
Fonds spécial pour les familles les plus vulnérables (en cours)	100 000 000 000	0	100 000 000 000
Commissariat à la Sécurité Alimentaire			
Distribution gratuite des céréales et les aliments bétails aux populations vulnérables	15 000 000 000	15 000 000 000	0
EDM/SOMAGEP			
Gratuité des tranches sociales sur les factures d'eau et d'électricité durant 2 mois (en cours)	7 000 000 000	0	7 000 000 000
3.Mesures de soutien à l'économie et aux entreprises	52 000 000 000	32 000 000 000	20 000 000 000
FGSP			
Dotation du fonds de garantie du secteur privé destinée à garantir les besoins de financement des PME/PMI et des SFD (en cours)	20 000 000 000	0	20 000 000 000
des industries et de certaines grandes entreprises affectées			
Ministère de l'Energie et de l'Eau			
Appui au secteur de l'Electricité	17 000 000 000	17 000 000 000	0
Appui au secteur de l'Eau	15 000 000 000	15 000 000 000	0
Total	214 000 000 000	77 908 754 414	136 091 245 586

Source : DGB, 2020.

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR TYPE DE PROGRAMME ET PAR NATURE

ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/06/2020

17/09/2020 10:48:27

(en milliers de francs CFA)

Type programme Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement-----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
0 Dotation					
2 Personnel	0	104 550 652	39 179 425	39 159 853	38 123 029
3 Biens et services	0	277 638 997	134 965 824	127 781 239	122 619 859
4 Transferts et subventions	0	201 562 944	76 161 824	25 404 972	24 196 696
5 Investissement	180 005 268	103 970 582	16 478 890	11 011 971	7 835 257
TOTAL	180 005 268	687 723 175	266 785 963	203 358 035	192 774 841
1 Programme de pilotage					
2 Personnel	0	235 338 738	137 778 950	114 562 571	81 710 347
3 Biens et services	0	152 143 513	96 530 657	74 860 795	51 167 954
4 Transferts et subventions	0	95 641 500	63 082 567	58 798 766	53 186 983
5 Investissement	169 930 132	240 338 845	111 984 592	91 953 985	47 528 811
TOTAL	169 930 132	723 462 596	409 376 766	340 176 117	233 594 094
2 Programme opérationnel					
2 Personnel	0	347 048 687	294 997 237	220 584 945	176 334 661
3 Biens et services	0	127 048 382	76 582 524	47 526 038	39 846 238
4 Transferts et subventions	0	186 549 067	121 098 585	94 850 598	76 994 433
5 Investissement	536 279 999	581 631 606	216 696 460	143 275 615	111 557 323
TOTAL	536 279 999	1 242 277 742	709 374 806	506 237 197	404 732 655
3 Programme des comptes speciaux du tresor					
2 Personnel	0	290 000	196 000	22 525	22 525
3 Biens et services	0	89 233 336	77 563 690	65 519 917	65 278 788
4 Transferts et subventions	0	690 000	345 000	30 429	0
5 Investissement	72 944 117	74 194 117	4 838 118	2 800 232	1 677 829
TOTAL	72 944 117	164 407 453	82 942 807	68 373 104	66 979 141
4 Programme des budgets annexes					
2 Personnel	0	2 214 500	1 681 450	968 807	904 836
3 Biens et services	0	3 492 561	1 354 987	699 540	651 640
4 Transferts et subventions	0	750 000	420 000	370 368	370 368
5 Investissement	2 647 889	2 647 889	1 632 212	1 016 690	640 299
TOTAL	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143
TOTAL DU BUDGET GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 473 568 990	1 121 199 859	900 647 875

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION

AU 30 JUIN 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020**

17/09/2020 10:54:02

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	14 477 015	9 507 520	9 507 519	8 473 447
TOTAL	1 507 529	14 477 015	9 507 520	9 507 519	8 473 447
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	650 000	6 819 226	4 047 744	3 503 470	2 912 757
1.002 Administration générale	0	8 257 772	6 343 135	5 757 821	4 050 201
2.001 Sécurité et défense	5 127	2 118 750	1 130 209	818 715	768 016
TOTAL	655 127	17 195 748	11 521 088	10 080 006	7 730 975
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	0	6 287 988	4 780 362	3 704 191	2 182 039
1.004 Administration générale et contrôle	846 875	6 358 856	4 511 479	3 007 455	1 629 429
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	494 570	362 619	216 804	126 581
TOTAL	1 675 287	13 141 414	9 654 459	6 928 451	3 938 048
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003 Participation à la gestion des élections	14 363	511 672	420 865	252 721	204 123
TOTAL	14 363	511 672	420 865	252 721	204 123
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 101 661	803 216	648 379	475 488
TOTAL	77 541	1 101 661	803 216	648 379	475 488
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	19 500	2 640 166	1 954 619	1 766 896	1 290 268
TOTAL	19 500	2 640 166	1 954 619	1 766 896	1 290 268
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	826 611	542 147	337 239	218 690
TOTAL	0	826 611	542 147	337 239	218 690
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	155 763	1 096 262	667 100	462 822	298 429
TOTAL	155 763	1 096 262	667 100	462 822	298 429
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	77 899	1 521 749	1 165 030	755 446	628 430
TOTAL	77 899	1 521 749	1 165 030	755 446	628 430

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement			
	Dotations		Notifications		EngagementsLiquidations	
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE						
1.006 Administration Générale	10 852 300	46 748 415	37 156 409	27 065 475	27 250 338	
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	621 287	470 036	448 489	187 162	
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	130 140	93 352	72 323	57 193	
TOTAL	15 073 340	47 499 842	37 719 797	27 586 286	27 494 694	
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR						
1.007 Administration Générale	50 000	984 436	638 518	522 218	336 303	
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	370 000	847 230	341 182	283 431	203 725	
TOTAL	420 000	1 831 666	979 699	805 649	540 027	
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.045 Administration Générale	40 000	286 089	169 765	161 119	122 565	
2.010 Intégration Africaine	0	332 724	184 966	161 831	133 907	
TOTAL	40 000	618 813	354 731	322 950	256 472	
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL						
2.012 Bureau du Vérificateur Général	170 000	3 728 696	2 746 972	2 689 972	2 689 972	
TOTAL	122 500	3 728 696	2 746 972	2 689 972	2 689 972	
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE						
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	974 589	619 472	613 714	542 094	
TOTAL	28 500	974 589	619 472	613 714	542 094	
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT						
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	15 000	130 034	77 718	38 759	29 440	
TOTAL	15 000	130 034	77 718	38 759	29 440	
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS						
1.008 Administration Générale	56 647 743	304 385 686	225 236 956	200 070 941	118 051 438	
2.015 Gestion des Opérations Militaires	25 072 332	42 487 648	28 728 801	23 794 852	15 583 098	
2.016 Inspection des Armées	21 000	324 407	148 704	142 051	133 103	
2.017 Formation	45 350	770 677	374 752	353 712	320 973	
2.018 Gestion des Transmissions	80 402	366 276	168 977	164 727	104 377	
TOTAL	93 752 763	348 334 694	254 658 190	224 526 284	134 192 989	
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME						
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 159 540	6 714 034	3 222 664	2 478 747	1 119 207	
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	4 544 481	16 248 372	10 326 876	8 997 639	5 454 853	
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	330 476	7 933 113	5 156 892	4 742 999	3 165 877	
TOTAL	8 631 183	30 895 519	18 706 432	16 219 385	9 739 937	
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE						
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	200 000	1 778 609	1 200 344	1 200 344	1 200 344	
TOTAL	200 000	1 778 609	1 200 344	1 200 344	1 200 344	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020**

17/09/2020 10:54:02

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	659 288	438 546	438 546	438 546
TOTAL	47 500	659 288	438 546	438 546	438 546
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010 Administration Générale	6 332 592	20 378 268	11 623 079	8 917 906	7 454 672
2.021 Ordre et Sécurité	8 327 296	66 826 364	42 958 806	34 289 347	24 167 642
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 770 877	19 247 651	10 445 069	9 435 933	4 802 137
TOTAL	22 960 744	106 452 283	65 026 954	52 643 186	36 424 451
235 SECURITE D'ETAT					
0.002 Securite d'Etat	0	10 685 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870
TOTAL	0	10 685 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011 Administration Générale	21 461 500	45 882 249	12 123 508	8 980 617	5 299 086
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 678 054	12 133 139	8 762 707	5 457 479	2 408 180
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	3 479 115	18 317 853	12 659 937	9 917 307	5 632 221
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	795 725	7 655 084	5 541 914	4 406 042	2 576 225
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	687 842	7 517 537	5 369 924	3 464 626	2 447 774
2.027 Gestion de la Dette Publique	435 000	907 832	418 269	304 169	161 763
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 656 899	4 099 269	2 229 418	1 396 195	955 235
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	4 120 000	4 082 024	2 078 872	1 091 388	200 524
TOTAL	48 438 506	100 594 987	49 184 549	35 017 823	19 681 007
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 132 347	740 993	516 383	416 683
TOTAL	100 000	1 132 347	740 993	516 383	416 683
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
2.068 Régulation de la commande publique	0	324 854	188 191	188 191	0
TOTAL	0	324 854	188 191	188 191	0
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
1.012 Administration Générale	1 061 334	2 313 097	1 424 665	748 662	564 702
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	819 356	536 669	453 419	364 284
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	26 307	952 032	802 742	704 561	457 365
TOTAL	1 188 003	4 084 485	2 764 077	1 906 641	1 386 351

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020**

17/09/2020 10:54:02

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013 Administration Générale	1 021 881	2 852 009	1 846 648	984 933	746 653
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	436 199	14 360 109	5 026 276	4 845 199	4 739 645
2.034 Formation Professionnelle	957 575	8 515 456	5 375 985	4 584 562	4 361 789
TOTAL	2 410 101	25 727 574	12 248 908	10 414 695	9 848 087
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
1.044 Administration Générale et Contrôle	7 000	560 102	346 794	239 420	232 133
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	535 961	328 526	199 723	88 254
TOTAL	292 000	1 096 063	675 320	439 143	320 387
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
1.014 Administration Générale et Contrôle	75 000	3 912 845	2 761 338	1 929 655	1 464 787
2.036 Administration du Territoire	23 776 631	46 030 670	37 547 770	17 192 969	12 313 020
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	497 185	177 671	48 122	46 187
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 691 284	30 761 796	22 148 157	21 300 535	21 241 780
2.064 Développement Régional et Local	191 000	1 657 860	1 110 385	739 215	698 358
TOTAL	43 004 804	82 860 356	63 745 321	41 210 495	35 764 131
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	252 505	903 101	469 975	411 815	401 339
TOTAL	252 505	903 101	469 975	411 815	401 339
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
1.015 Administration Générale	48 108	942 224	617 437	490 707	267 137
2.039 Religion et Culte	47 500	143 421	88 262	68 894	30 699
TOTAL	89 714	1 085 645	705 699	559 601	297 836
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
1.016 Administration Générale	0	938 592	646 884	431 570	359 221
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	1 920 554	1 072 934	1 040 609	710 580
TOTAL	0	2 859 146	1 719 818	1 472 180	1 069 801
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
1.032 Administration Générale	178 000	1 489 023	992 492	834 903	488 622
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 846 024	5 775 517	2 850 928	1 696 151	1 307 522
2.084 Développement du secteur industriel	938 301	2 697 345	1 780 311	940 311	560 319
TOTAL	2 953 022	9 961 885	5 623 731	3 471 365	2 356 463

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020**

17/09/2020 10:54:02

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
1.017	Administration Générale	1 173 575	80 412 310	13 187 959	5 356 297	3 123 012
2.041	Développement de l'Education de Base	3 801 966	190 827 177	159 906 441	109 561 851	95 796 086
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	10 960 806	24 276 227	14 016 678	8 981 064	8 465 844
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	24 245 668	59 519 006	36 201 791	13 942 505	13 013 325
TOTAL		40 762 681	355 034 720	223 312 869	137 841 717	120 398 267
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
1.018	Administration Générale	30 000	7 503 658	3 456 207	2 003 344	2 205 284
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	2 835 752	65 987 120	35 593 404	26 150 559	19 043 266
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	190 000	743 102	454 652	259 635	257 250
TOTAL		3 604 218	74 233 880	39 504 262	28 413 538	21 505 800
510 MINISTERE DE LA CULTURE						
1.019	Administration Générale	84 500	2 507 450	1 457 049	1 069 569	878 630
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	315 200	2 854 637	2 412 756	615 528	313 020
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	50 000	608 041	400 352	117 101	106 447
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 468 812	3 725 785	1 941 759	1 404 998	1 051 999
TOTAL		3 581 978	9 695 913	6 211 916	3 207 197	2 350 095
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS						
1.020	Administration Générale	9 987	3 789 360	2 337 400	1 606 517	1 467 923
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	43 287	1 884 336	961 613	786 041	464 678
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	912 583	3 567 427	2 183 976	1 894 168	1 529 601
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	1 084 867	682 020	421 515	263 283
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 000	8 676 611	5 004 566	4 952 921	4 886 838
TOTAL		2 326 261	19 002 601	11 169 575	9 661 161	8 612 323
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES						
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	5 042 829	34 563 469	7 064 832	2 608 025	2 352 149
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 453 081	42 734 070	30 718 429	21 037 127	17 153 162
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé	6 412	7 843 605	4 440 088	3 664 990	3 278 797
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	20 089 088	47 694 319	21 710 140	16 818 443	11 336 593
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	76 000	2 397 726	1 524 037	879 729	859 005
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	308 773	13 001 153	7 412 475	6 330 216	5 880 613
TOTAL		46 923 126	148 234 342	72 870 002	51 338 529	40 860 319

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020**

17/09/2020 10:54:02

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 116 046	1 216 866	1 096 464	979 611
TOTAL	0	2 116 046	1 216 866	1 096 464	979 611
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	49 282	2 056 332	1 323 113	870 434	671 736
2.059 Promotion de la Femme	1 323 714	2 416 885	1 388 126	869 532	448 376
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	528 358	1 236 131	804 755	427 650	288 109
TOTAL	1 893 720	5 709 348	3 515 994	2 167 615	1 408 221
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
1.023 Administration Générale	84 368	3 995 788	2 095 169	1 219 737	509 166
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	562 750	4 359 237	864 319	583 472	493 892
TOTAL	647 118	8 355 025	2 959 488	1 803 209	1 003 058
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
1.024 Administration Générale	670 500	2 203 183	1 223 361	828 049	536 570
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	226 049 046	97 591 875	41 053 911	26 492 408	19 084 045
TOTAL	226 726 207	99 795 058	42 277 272	27 320 457	19 620 616
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025 Administration Générale	270 000	1 691 635	1 182 781	535 342	442 814
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	4 382 587	4 116 602	2 314 489	1 730 458	1 333 640
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 700 000	3 869 999	1 432 019	808 993	301 912
2.071 Protection et Conservation de la Nature	2 240 632	12 614 607	3 611 555	2 287 330	1 747 428
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	810 000	1 124 459	389 005	277 727	253 789
TOTAL	10 590 316	23 417 302	8 929 849	5 639 851	4 079 584
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026 Administration Générale	250 000	31 387 283	30 723 872	30 487 930	30 378 068
2.073 Développement des Ressources Energétiques	26 822 023	60 012 860	23 364 957	20 642 900	20 356 562
2.074 Développement des Ressources en Eau	4 398 580	67 066 018	18 835 393	16 501 295	16 032 857
TOTAL	63 461 547	158 466 161	72 924 222	67 632 125	66 767 488
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
1.027 Administration Générale	88 000	1 590 626	966 866	587 605	461 963
2.075 Développement des ressources minérales	2 402 700	4 040 839	1 648 862	446 409	343 878
TOTAL	2 490 700	5 631 465	2 615 729	1 034 014	805 840
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
1.028 Administration Générale	7 500	924 402	631 992	440 171	332 474
2.076 Medias et Communication Publics	2 683 500	7 269 893	4 452 487	2 709 531	2 107 014
TOTAL	2 721 001	8 194 295	5 084 479	3 149 702	2 439 488

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020**

17/09/2020 10:54:02

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE						
1.046	Administration Générale	40 000	289 482	174 604	166 835	123 648
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	230 000	2 576 959	1 889 168	1 438 699	867 983
TOTAL		270 000	2 866 441	2 063 772	1 605 534	991 631
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION						
2.096	Régulation de la Communication	250 000	1 447 551	949 226	911 199	609 538
TOTAL		250 000	1 447 551	949 226	911 199	609 538
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES						
1.029	Administration Générale	2 527 300	4 339 799	2 786 889	1 700 710	640 102
2.078	Gestion Cadastre et Foncière	1 026 000	3 867 641	1 775 824	982 782	825 172
TOTAL		3 730 831	8 207 440	4 562 714	2 683 491	1 465 274
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL						
1.030	Administration Générale	40 000	433 904	237 557	141 111	97 468
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 642 939	7 794 156	7 057 271	6 377 813	6 443 360
TOTAL		6 678 107	8 228 060	7 294 828	6 518 924	6 540 827
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION						
1.031	Administration Générale et Contrôle	80 000	3 771 016	460 624	351 890	194 164
2.080	Population	325 000	1 619 926	322 572	125 786	100 476
2.081	Aménagement du Territoire	420 000	581 283	290 037	231 324	110 621
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 765 071	3 553 140	1 070 336	917 319	811 958
TOTAL		3 554 830	9 525 365	2 143 568	1 626 319	1 217 219
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE						
1.042	Administration Générale	0	519 392	293 918	199 554	120 728
2.066	Développement et sécurisation des transports	2 338 616	4 940 937	2 765 865	1 668 252	1 395 804
TOTAL		2 831 568	5 460 329	3 059 783	1 867 806	1 516 532
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL						
1.033	Administration Générale	0	855 955	533 260	368 623	233 652
2.085	Appui au développement du secteur privé	450 000	874 261	479 393	224 940	170 245
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	163 738	86 195	50 190	25 483
TOTAL		502 500	1 893 954	1 098 849	643 753	429 380
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE						
1.034	Administration Générale	6 243 742	47 121 271	19 358 289	18 821 114	13 600 103
2.087	Appui au Monde Rural	7 433 716	32 805 542	6 367 999	5 092 184	3 713 385
2.088	Aménagement et Equipement Rural	14 143 394	53 906 420	12 651 140	6 764 021	5 608 074
2.089	Recherche et Formation	743 500	11 524 954	3 482 937	2 390 053	1 742 204
TOTAL		29 308 639	145 358 187	41 860 365	33 067 372	24 663 766

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.037 Administration Générale	750 000	26 633 098	924 459	608 954	413 175
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	4 463 075	6 394 840	2 711 051	1 765 089	673 481
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 387 749	3 365 126	1 280 779	1 014 126	531 304
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	797 929	2 987 350	2 252 203	1 835 774	1 116 288
TOTAL	7 379 826	39 380 414	7 168 491	5 223 943	2 734 248
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093 Sécurité Alimentaire	1 600 011	10 385 003	6 708 411	6 646 808	6 491 060
TOTAL	1 600 011	10 385 003	6 708 411	6 646 808	6 491 060
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
1.040 Administration Générale	50 000	762 272	466 685	374 496	279 973
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 622 146	2 331 857	1 176 586	796 732	512 559
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	15 736	437 550	281 806	215 990	168 533
TOTAL	1 679 281	3 531 679	1 925 077	1 387 217	961 065
990 CHARGES COMMUNES					
0.003 Provisions pour imprévus	212 632 395	542 137 548	207 614 898	146 323 049	137 777 528
0.004 Dette	0	120 423 000	41 573 598	41 573 598	40 569 996
TOTAL	178 497 739	662 560 548	249 188 496	187 896 646	178 347 524
TOTAL DU BUDGET GENERAL	886 215 399	2 653 463 513	1 385 537 535	1 049 771 349	831 101 590

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Section Programme Chapitre	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports					
40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)					
Personnel	0	560 000	415 000	257 972	243 606
Biens et services	0	1 659 022	510 500	330 356	287 866
Transferts et subventions	0	645 000	367 500	367 168	367 168
Investissement	1 556 241	1 556 241	942 483	725 672	462 921
Total	1 556 241	4 420 263	2 235 483	1 681 168	1 361 561
40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)					
Personnel	0	427 000	327 500	202 603	201 403
Biens et services	0	664 566	287 000	199 719	199 719
Transferts et subventions	0	105 000	52 500	3 200	3 200
Investissement	682 810	682 810	460 310	283 262	169 622
Total	682 810	1 879 376	1 127 310	688 783	573 943
40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)					
Personnel	0	284 000	212 200	113 051	113 051
Biens et services	0	272 500	136 250	42 023	42 023
Investissement	87 000	87 000	43 500	0	0
Total	87 000	643 500	391 950	155 073	155 073
40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)					
Personnel	0	315 500	244 750	172 469	172 469
Biens et services	0	256 500	128 250	32 848	32 848
Investissement	70 838	70 838	35 419	1 560	1 560
Total	70 838	642 838	408 419	206 876	206 876
40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)					
Personnel	0	265 000	207 500	128 599	128 599
Biens et services	0	260 150	103 075	64 892	64 892
Investissement	85 000	85 000	42 500	6 197	6 197
Total	85 000	610 150	353 075	199 687	199 687
40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)					
Personnel	0	238 000	179 000	94 114	45 708
Biens et services	0	257 323	128 662	29 704	24 293
Investissement	105 000	105 000	77 500	0	0
Total	105 000	600 323	385 162	123 818	70 002
40-2-2013-0021-008-002204 ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)					
Personnel	0	125 000	95 500	0	0
Biens et services	0	122 500	61 250	0	0
Investissement	61 000	61 000	30 500	0	0
Total	61 000	308 500	187 250	0	0
Total	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143
Total	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143
TOTAL GENERAL	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 30/06/2020**

17/09/2020 10:57:54

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	87 900 000	77 092 690	65 128 727	65 128 727
3.009 Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	61 976 517	0	0	0
TOTAL	61 976 517	149 876 517	77 092 690	65 128 727	65 128 727
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
TOTAL	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	600 000	300 000	0	0
TOTAL	0	600 000	300 000	0	0
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	275 000	168 129	59 997
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	945 000	930 426	37 198
TOTAL	1 735 000	2 300 000	1 220 000	1 098 554	97 195
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	90 000	61 868	52 973
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	5 000	251 336	136 000	0	0
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	223 500	116 849	72 415
TOTAL	138 000	1 286 336	449 500	178 717	125 388
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	0	0	0
TOTAL	2 981 400	2 981 400	0	0	0
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
TOTAL	3 750 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
TOTAL DU BUDGET GENERAL	72 944 117	164 407 453	82 942 807	68 373 104	66 979 141

ANNEXE 5 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET

ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	1 958 400	1 958 400	924 328
Biens et services	0	8 959 419	5 256 887	5 256 887	5 256 887
Transferts et subventions	0	1 775 940	1 620 995	1 620 995	1 620 995
Investissement	1 507 529	1 293 656	671 238	671 238	671 238
Total	1 507 529	14 477 015	9 507 520	9 507 519	8 473 447
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 894 760	1 589 944	1 574 977	941 157
Biens et services	0	12 621 760	8 094 395	7 509 543	6 108 378
Transferts et subventions	0	2 056 857	1 319 682	888 057	681 440
Investissement	655 127	622 371	517 067	107 430	0
Total	655 127	17 195 748	11 521 088	10 080 006	7 730 975
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 069 934	1 722 198	1 722 198	1 036 417
Biens et services	0	6 620 872	5 062 199	2 996 492	1 885 342
Transferts et subventions	0	3 022 664	1 857 131	1 434 769	1 016 290
Investissement	946 875	1 427 944	1 012 931	774 992	0
Total	1 675 287	13 141 414	9 654 459	6 928 451	3 938 048
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	80 816	64 653	64 653	36 088
Biens et services	0	417 211	349 390	181 307	161 274
Investissement	14 363	13 645	6 822	6 761	6 761
Total	14 363	511 672	420 865	252 721	204 123
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	383 793	337 763	337 763	191 749
Biens et services	0	602 789	380 263	256 673	240 805
Transferts et subventions	0	42 049	23 490	23 481	14 549
Investissement	30 000	73 030	61 700	30 461	28 386
Total	77 541	1 101 661	803 216	648 379	475 488
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 331 786	1 065 429	984 350	574 522
Biens et services	0	1 191 598	779 816	731 317	667 233
Transferts et subventions	0	100 000	100 000	44 396	44 396
Investissement	19 500	16 782	9 375	6 833	4 117
Total	19 500	2 640 166	1 954 619	1 766 896	1 290 268
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	242 497	193 998	114 340	102 151
Biens et services	0	113 470	84 800	24 556	15 556
Transferts et subventions	0	470 644	263 350	198 343	100 983
Total	0	826 611	542 147	337 239	218 690

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	311 383	249 106	249 106	127 977
Biens et services	0	614 133	328 735	191 879	170 037
Transferts et subventions	0	27 039	15 105	8 386	415
Investissement	155 763	143 707	74 153	13 451	0
Total	155 763	1 096 262	667 100	462 822	298 429
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	605 681	377 306	375 253
Biens et services	0	625 223	419 924	274 059	220 991
Transferts et subventions	0	66 557	66 557	60 796	32 186
Investissement	77 899	72 868	72 868	43 285	0
Total	77 899	1 521 749	1 165 030	755 446	628 430
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 354 320	12 816 352	7 123 949	7 550 822
Biens et services	0	15 442 110	11 845 413	9 716 556	9 159 416
Transferts et subventions	0	4 777 687	3 150 258	1 814 568	2 128 331
Investissement	10 852 300	11 925 725	9 907 775	8 931 213	8 656 126
Total	15 073 340	47 499 842	37 719 797	27 586 286	27 494 694
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR					
Personnel	0	405 867	352 491	310 491	177 687
Biens et services	0	874 477	487 295	386 432	266 768
Transferts et subventions	0	109 304	61 063	44 126	30 972
Investissement	420 000	442 018	78 850	64 600	64 600
Total	420 000	1 831 666	979 699	805 649	540 027
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	121 007	96 806	76 882	36 812
Biens et services	0	329 124	170 399	169 501	146 140
Transferts et subventions	0	136 268	76 127	69 917	66 870
Investissement	40 000	32 414	11 400	6 650	6 650
Total	40 000	618 813	354 731	322 950	256 472
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 611 288	2 089 030	2 089 030	2 089 030
Biens et services	0	953 408	550 942	550 941	550 941
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	50 000	50 000
Investissement	170 000	114 000	57 000	0	0
Total	122 500	3 728 696	2 746 972	2 689 972	2 689 972
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	415 558	281 927	276 169	204 549
Biens et services	0	104 576	83 661	83 661	83 661
Transferts et subventions	0	430 222	240 347	240 347	240 347
Investissement	28 500	24 233	13 538	13 538	13 538
Total	28 500	974 589	619 472	613 714	542 094

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	14 280	11 684	7 121	7 085
Biens et services	0	101 504	58 909	31 638	22 355
Investissement	15 000	14 250	7 125	0	0
Total	15 000	130 034	77 718	38 759	29 440
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	124 508 006	99 153 048	94 129 465	63 718 570
Biens et services	0	74 806 352	47 718 338	39 888 541	24 576 856
Transferts et subventions	0	886 982	443 491	443 006	443 006
Investissement	81 866 827	148 133 354	107 343 313	90 065 271	45 454 556
Total	93 752 763	348 334 694	254 658 190	224 526 284	134 192 989
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	13 931 641	10 688 017	9 852 309	5 650 064
Biens et services	0	7 952 394	4 246 217	3 068 096	2 021 177
Transferts et subventions	0	1 032 322	498 353	391 625	335 187
Investissement	6 034 497	7 979 162	3 273 846	2 907 355	1 733 508
Total	8 631 183	30 895 519	18 706 432	16 219 385	9 739 937
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	1 064 300	851 440	851 440	851 440
Biens et services	0	552 239	291 904	291 904	291 904
Investissement	200 000	162 070	57 000	57 000	57 000
Total	200 000	1 778 609	1 200 344	1 200 344	1 200 344
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	200 000	200 000	200 000
Biens et services	0	368 901	215 984	215 984	215 984
Investissement	47 500	40 387	22 563	22 563	22 563
Total	47 500	659 288	438 546	438 546	438 546
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	54 232 289	42 058 623	37 462 935	24 982 152
Biens et services	0	14 559 491	6 831 218	3 362 027	3 225 608
Transferts et subventions	0	1 507 759	753 880	694 600	694 600
Investissement	20 430 765	36 152 744	15 383 234	11 123 623	7 522 090
Total	22 960 744	106 452 283	65 026 954	52 643 186	36 424 451
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	8 185 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870
Investissement	0	2 500 000	0	0	0
Total	0	10 685 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	21 685 482	18 335 490	16 311 335	10 387 490
Biens et services	0	12 498 803	8 128 735	4 997 921	3 715 129
Transferts et subventions	0	9 225 490	6 401 409	3 570 486	2 412 380
Investissement	40 314 135	57 185 212	16 318 915	10 138 081	3 166 008
Total	48 438 506	100 594 987	49 184 549	35 017 823	19 681 007
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	400 000	320 000	147 534	88 830
Biens et services	0	9 282	4 248	0	0
Transferts et subventions	0	642 029	388 245	368 849	327 853
Investissement	100 000	81 036	28 500	0	0
Total	100 000	1 132 347	740 993	516 383	416 683
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Biens et services	0	20 976	9 600	9 600	0
Transferts et subventions	0	303 878	178 591	178 591	0
Total	0	324 854	188 191	188 191	0
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 404 778	1 356 199	1 115 535	701 861
Biens et services	0	1 528 227	875 453	613 674	573 507
Transferts et subventions	0	71 391	55 330	52 532	51 411
Investissement	1 273 841	1 080 089	477 095	124 899	59 571
Total	1 188 003	4 084 485	2 764 077	1 906 641	1 386 351
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 079 781	936 370	578 162	559 948
Biens et services	0	1 609 699	941 283	430 080	269 961
Transferts et subventions	0	11 439 699	9 276 503	8 954 849	8 798 069
Investissement	2 415 655	11 598 395	1 094 752	451 604	220 109
Total	2 410 101	25 727 574	12 248 908	10 414 695	9 848 087
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
Personnel	0	272 812	232 764	136 406	128 941
Biens et services	0	495 501	255 456	205 752	179 738
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	0	0
Investissement	292 000	277 750	137 100	96 985	11 709
Total	292 000	1 096 063	675 320	439 143	320 387
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	6 905 616	5 916 647	4 574 434	3 395 915
Biens et services	0	24 118 519	16 091 602	8 463 955	7 093 958
Transferts et subventions	0	12 018 613	10 329 302	9 387 757	9 057 812
Investissement	43 033 915	39 817 608	31 407 771	18 784 350	16 216 445
Total	43 004 804	82 860 356	63 745 321	41 210 495	35 764 131

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	193 342	92 533	85 189	74 713
Biens et services	0	415 819	227 121	226 304	226 304
Transferts et subventions	0	69 556	38 858	38 858	38 858
Investissement	252 505	224 384	111 464	61 464	61 464
Total	252 505	903 101	469 975	411 815	401 339
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	168 956	144 291	96 690	77 292
Biens et services	0	459 252	286 775	222 945	102 675
Transferts et subventions	0	379 136	239 279	214 306	117 869
Investissement	95 608	78 301	35 354	25 660	0
Total	89 714	1 085 645	705 699	559 601	297 836
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	117 351	93 881	46 940	59 543
Biens et services	0	687 491	478 283	310 046	233 321
Transferts et subventions	0	2 054 304	1 147 655	1 115 193	776 937
Total	0	2 859 146	1 719 818	1 472 180	1 069 801
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
Personnel	0	1 962 705	1 619 837	1 561 571	738 869
Biens et services	0	1 307 255	745 436	548 978	376 173
Transferts et subventions	0	1 490 925	987 846	616 177	545 818
Investissement	2 962 325	5 201 000	2 270 612	744 638	695 603
Total	2 953 022	9 961 885	5 623 731	3 471 365	2 356 463
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	253 672 485	171 829 958	113 320 271	100 618 386
Biens et services	0	48 594 094	28 213 930	14 589 391	10 859 100
Transferts et subventions	0	11 657 917	6 035 932	4 244 607	4 012 311
Investissement	40 182 015	41 110 224	17 233 049	5 687 449	4 908 469
Total	40 762 681	355 034 720	223 312 869	137 841 717	120 398 267
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	6 756 340	1 015 890	289 306	749 462
Biens et services	0	2 307 301	1 101 238	529 428	341 235
Transferts et subventions	0	61 100 051	36 514 668	27 200 205	20 266 885
Investissement	3 055 752	4 070 188	872 466	394 599	148 217
Total	3 604 218	74 233 880	39 504 262	28 413 538	21 505 800
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
Personnel	0	1 339 765	1 108 244	901 250	657 260
Biens et services	0	1 847 401	928 582	632 587	543 213
Transferts et subventions	0	3 029 937	2 132 286	1 528 027	1 024 299
Investissement	1 918 512	3 478 810	2 042 804	145 333	125 323
Total	3 581 978	9 695 913	6 211 916	3 207 197	2 350 095

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	2 171 983	1 732 016	1 350 668	1 124 564
Biens et services	0	4 394 338	2 517 136	2 043 048	1 829 613
Transferts et subventions	0	8 456 423	4 733 326	4 641 321	4 475 971
Investissement	1 094 164	3 979 857	2 187 096	1 626 125	1 182 176
Total	2 326 261	19 002 601	11 169 575	9 661 161	8 612 323
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES					
Personnel	0	37 464 409	31 060 099	19 996 074	16 905 054
Biens et services	0	16 321 214	8 567 881	6 218 522	5 004 176
Transferts et subventions	0	44 181 743	27 732 798	21 509 099	15 814 831
Investissement	29 976 183	50 266 976	5 509 225	3 614 834	3 136 258
Total	46 923 126	148 234 342	72 870 002	51 338 529	40 860 319
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	133 148	113 803	98 164	66 931
Biens et services	0	78 145	38 964	0	0
Transferts et subventions	0	1 904 753	1 064 099	998 299	912 680
Total	0	2 116 046	1 216 866	1 096 464	979 611
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 505 402	1 351 722	864 315	720 652
Biens et services	0	1 239 002	654 983	479 020	222 639
Transferts et subventions	0	968 685	584 610	488 175	413 200
Investissement	1 901 354	1 996 259	924 678	336 105	51 729
Total	1 893 720	5 709 348	3 515 994	2 167 615	1 408 221
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
Personnel	0	1 068 556	854 845	361 566	202 890
Biens et services	0	1 131 268	700 484	460 219	150 695
Transferts et subventions	0	2 578 390	1 145 830	819 883	532 495
Investissement	647 118	3 576 811	258 329	161 541	116 978
Total	647 118	8 355 025	2 959 488	1 803 209	1 003 058
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
Personnel	0	1 371 590	1 163 311	829 887	667 396
Biens et services	0	1 054 773	650 777	403 606	258 272
Transferts et subventions	0	727 451	553 785	457 082	293 753
Investissement	226 719 546	96 641 244	39 909 401	25 629 882	18 401 194
Total	226 726 207	99 795 058	42 277 272	27 320 457	19 620 616
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	4 118 609	3 595 454	2 471 965	1 992 533
Biens et services	0	1 571 055	851 720	557 170	341 699
Transferts et subventions	0	1 095 616	771 487	559 283	488 255
Investissement	10 403 219	16 632 022	3 711 188	2 051 432	1 257 098
Total	10 590 316	23 417 302	8 929 849	5 639 851	4 079 584

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 419 174	1 097 167	933 363	751 485
Biens et services	0	1 430 502	737 481	489 611	335 691
Transferts et subventions	0	36 750 530	33 725 906	33 413 374	33 080 872
Investissement	31 470 603	118 865 955	37 363 669	32 795 778	32 599 441
Total	63 461 547	158 466 161	72 924 222	67 632 125	66 767 488
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	945 875	784 447	471 559	469 899
Biens et services	0	917 811	508 543	307 088	191 910
Transferts et subventions	0	416 124	232 470	166 777	141 476
Investissement	2 490 700	3 351 655	1 090 269	88 590	2 556
Total	2 490 700	5 631 465	2 615 729	1 034 014	805 840
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	207 785	167 849	167 849	94 557
Biens et services	0	593 680	375 240	186 779	152 373
Transferts et subventions	0	5 315 259	3 776 435	2 213 122	1 813 801
Investissement	2 691 000	2 077 571	764 956	581 953	378 757
Total	2 721 001	8 194 295	5 084 479	3 149 702	2 439 488
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
Personnel	0	118 307	106 307	106 307	58 165
Biens et services	0	247 888	120 997	111 221	98 051
Transferts et subventions	0	2 253 521	1 741 796	1 304 951	792 861
Investissement	270 000	246 725	94 672	83 055	42 553
Total	270 000	2 866 441	2 063 772	1 605 534	991 631
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	555 768	555 124	308 750
Biens et services	0	20 976	9 600	7 080	7 080
Transferts et subventions	0	529 277	312 608	278 536	223 249
Investissement	250 000	202 588	71 250	70 459	70 459
Total	250 000	1 447 551	949 226	911 199	609 538
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES					
Personnel	0	2 117 528	1 777 027	753 178	1 171 945
Biens et services	0	1 347 666	824 033	497 709	229 198
Transferts et subventions	0	431 760	408 254	129 090	16 902
Investissement	3 553 300	4 310 486	1 553 400	1 303 513	47 229
Total	3 730 831	8 207 440	4 562 714	2 683 491	1 465 274
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
Personnel	0	1 157 845	990 789	527 481	636 631
Biens et services	0	493 725	258 084	148 992	87 810
Transferts et subventions	0	172 016	96 097	72 817	60 069
Investissement	5 682 939	6 404 474	5 949 858	5 769 634	5 756 317
Total	6 678 107	8 228 060	7 294 828	6 518 924	6 540 827

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	469 614	380 091	300 623	218 304
Biens et services	0	597 445	303 066	209 255	123 760
Transferts et subventions	0	3 749 304	546 412	401 466	285 036
Investissement	3 590 071	4 709 002	913 999	714 975	590 120
Total	3 554 830	9 525 365	2 143 568	1 626 319	1 217 219
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
Personnel	0	962 346	815 841	699 330	458 626
Biens et services	0	606 085	296 495	209 158	145 487
Transferts et subventions	0	1 215 268	922 526	799 515	753 952
Investissement	2 338 616	2 676 630	1 024 921	159 803	158 467
Total	2 831 568	5 460 329	3 059 783	1 867 806	1 516 532
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
Personnel	0	278 377	254 123	224 123	98 810
Biens et services	0	978 441	555 917	283 451	235 384
Transferts et subventions	0	167 092	93 347	88 150	86 897
Investissement	502 500	470 044	195 463	48 029	8 288
Total	502 500	1 893 954	1 098 849	643 753	429 380
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	6 069 790	5 053 306	4 636 740	3 056 789
Biens et services	0	2 958 365	1 927 401	1 507 741	852 013
Transferts et subventions	0	37 562 684	21 472 729	19 996 832	15 505 067
Investissement	28 564 352	98 767 348	13 406 929	6 926 059	5 249 897
Total	29 308 639	145 358 187	41 860 365	33 067 372	24 663 766
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 341 615	2 762 209	2 203 216	1 583 850
Biens et services	0	1 493 886	865 209	619 960	383 732
Transferts et subventions	0	4 295 767	868 315	795 871	601 737
Investissement	7 398 753	30 249 146	2 672 758	1 604 895	164 929
Total	7 379 826	39 380 414	7 168 491	5 223 943	2 734 248
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	221 798	221 798	221 798	111 377
Biens et services	0	6 170 200	5 657 376	5 598 692	5 553 365
Transferts et subventions	0	630 503	352 234	351 309	351 309
Investissement	1 600 011	3 362 502	477 003	475 009	475 009
Total	1 600 011	10 385 003	6 708 411	6 646 808	6 491 060
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	608 925	507 921	405 077	253 764
Biens et services	0	794 178	404 254	336 741	266 503
Transferts et subventions	0	539 121	351 354	287 557	226 929
Investissement	1 687 882	1 589 455	661 548	357 841	213 870
Total	1 679 281	3 531 679	1 925 077	1 387 217	961 065

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	102 102 652	37 221 025	37 201 453	37 198 702
Biens et services	0	260 493 966	121 618 989	116 570 482	111 409 102
Transferts et subventions	0	199 787 004	74 540 829	23 783 977	22 575 701
Investissement	212 632 395	100 176 926	15 807 653	10 340 734	7 164 019
Total	178 497 739	662 560 548	249 188 496	187 896 646	178 347 524
TOTAL	886 215 399	2 653 463 513	1 385 537 535	1 049 771 349	831 101 590

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
Personnel	0	2 214 500	1 681 450	968 807	904 836
Biens et services	0	3 492 561	1 354 987	699 540	651 640
Transferts et subventions	0	750 000	420 000	370 368	370 368
Investissement	2 081 355	2 647 889	1 632 212	1 016 690	640 299
Total	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143
TOTAL	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	87 900 000	77 092 690	65 128 727	65 128 727
Investissement	40 000 000	61 976 517	0	0	0
Total	61 976 517	149 876 517	77 092 690	65 128 727	65 128 727
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
Total	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	600 000	300 000	0	0
Total	0	600 000	300 000	0	0
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	475 000	237 500	234 999	47 198
Transferts et subventions	0	90 000	45 000	30 429	0
Investissement	1 735 000	1 735 000	937 500	833 126	49 997
Total	1 735 000	2 300 000	1 220 000	1 098 554	97 195
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	290 000	196 000	22 525	22 525
Biens et services	0	858 336	233 500	156 192	102 863
Investissement	138 000	138 000	20 000	0	0
Total	138 000	1 286 336	449 500	178 717	125 388
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Investissement	2 981 400	2 981 400	0	0	0
Total	2 981 400	2 981 400	0	0	0
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
Total	3 750 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
TOTAL	72 944 117	164 407 453	82 942 807	68 373 104	66 979 141
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 473 568 990	1 121 199 859	900 647 875

ANNEXE 6 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 30 JUIN 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

17/09/2020 11:03:00

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	53 896 220	237 290 697	178 617 465	143 399 539	125 309 053
01.3 Services généraux	24 662 869	52 303 874	25 335 207	22 754 975	20 584 090
01.4 Recherche fondamentale	160 000	501 196	306 319	168 832	171 275
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2 223 032	2 482 340	1 524 673	629 206	419 771
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 848 501	186 658 073	132 211 885	64 119 135	52 865 758
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	170 988 091	79 430 000	79 161 767	77 536 868
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	13 300 784	20 784 093	20 413 493	20 413 493	20 413 493
TOTAL Services généraux des administrations publiques	142 391 406	671 008 364	437 839 042	330 646 946	297 300 308
02 Défense					
02.1 Défense militaire	45 936 984	81 661 157	47 164 540	37 197 199	18 098 150
02.2 Défense civile		38 000	19 000	19 000	19 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	72 014	68 226	56 521
02.5 Défense n.c.a.	45 418 547	266 832 193	205 944 005	185 692 297	115 431 306
TOTAL Défense	91 398 376	348 660 585	253 199 559	222 976 721	133 604 977
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	3 093 753	56 253 506	39 322 413	32 146 385	22 073 994
03.2 Services de protection civile	12 191 785	27 770 684	10 884 857	9 435 933	4 802 137
03.3 Tribunaux	5 210 852	23 308 002	14 649 003	12 683 561	8 140 014
03.4 Administration pénitentiaire	2 975 831	7 739 124	5 079 342	4 734 733	3 161 661
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	15 984 030	46 864 155	28 209 002	21 483 346	17 561 404
TOTAL Ordre et sécurité publics	39 456 251	161 935 471	98 144 616	80 483 959	55 739 210
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 720 082	44 664 708	23 391 890	19 132 280	16 808 730
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	135 169 823	320 567 496	61 996 059	46 970 544	35 135 163
04.3 Combustibles et énergie	44 849 387	43 698 986	24 334 724	21 245 250	20 848 152
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 670 727	22 713 448	4 534 681	2 088 116	1 854 325
04.5 Transports	295 814 096	100 770 315	42 021 354	27 343 658	19 809 956
04.6 Communications	3 478 506	11 944 794	7 397 381	5 058 505	3 894 326
04.7 Autres branches d'activité	3 701 697	10 457 794	5 573 034	3 351 338	2 779 412
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	577 500	2 817 391	1 827 553	1 334 741	789 845
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 716 000	55 147 078	38 172 165	36 582 185	34 332 655
TOTAL Affaires économiques	511 697 818	612 782 010	209 248 840	163 106 615	136 252 564

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

17/09/2020 11:03:00

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	5 250 000	5 212 500	490 000	490 000	490 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 561 432	571 396	311 680	117 464
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	235 811	111 519	45 902	45 900
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	11 528 310	30 067 289	8 763 520	4 917 907	2 810 338
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 441 306	9 711 838	2 000 421	1 143 284	846 979
TOTAL Protection de l'environnement	20 725 316	46 788 870	11 936 856	6 908 774	4 310 681
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	6 000 000	5 889 526	5 827 705	5 803 839	5 797 003
06.2 Équipements collectifs	4 948 741	7 082 752	1 920 285	1 458 707	197 291
06.3 Alimentation en eau	18 445 078	53 141 813	16 492 686	15 899 588	15 700 377
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs		34 010	19 000	18 978	13 066
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	7 306 669	11 970 257	7 750 359	2 711 619	1 788 879
TOTAL Logement et équipements collectifs	36 700 488	78 118 358	32 010 035	25 892 731	23 496 616
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 091 959	1 058 234	496 158	496 158
07.2 Services ambulatoires	89 000	165 970	131 805		
07.3 Services hospitaliers	18 630 456	40 137 267	17 198 503	14 382 065	9 680 186
07.4 Services de santé publique	5 856 387	62 123 257	30 131 405	21 752 776	20 824 231
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 230 750	5 136 524	3 204 343	1 715 548	1 274 741
07.6 Santé n.c.a.	20 790 857	86 382 010	33 254 148	21 258 447	16 709 494
TOTAL Santé	46 597 450	195 036 987	84 978 436	59 604 993	48 984 810
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	2 164 983	7 492 089	4 582 298	3 518 649	3 015 487
08.2 Services culturels	3 331 028	7 104 211	5 027 424	2 407 159	1 681 245
08.4 Culte et autres services communautaires		193 272	107 972	105 168	63 399
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	897 575	7 202 518	4 377 209	3 337 254	2 590 844
TOTAL Loisirs, culture et culte	6 393 586	21 992 090	14 094 903	9 368 229	7 350 974
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 074 328	163 009 340	138 450 422	92 131 929	85 628 345
09.2 Enseignement secondaire	35 490 348	105 489 311	68 272 780	39 674 314	31 005 017
09.4 Enseignement supérieur	4 259 853	67 208 771	36 420 122	26 399 844	19 329 079

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

17/09/2020 11:03:00

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
09 Enseignement					
09.5 Enseignement non défini par niveau	518 661	1 383 290	631 960	345 387	156 212
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 252 041	2 256 971	152 272	148 381
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	4 179 386	6 048 612	2 152 744	1 764 162	1 571 671
09.8 Enseignement n.c.a.	3 312 202	94 183 989	21 163 000	10 544 779	7 935 026
TOTAL Enseignement	50 753 409	441 575 354	269 347 999	171 012 687	145 773 731
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		1 983 400	605 700	590 693	582 595
10.2 Vieillesse		55 360 872	22 892 358	22 892 358	22 892 358
10.4 Famille et enfants	1 556 971	5 668 130	2 831 682	1 438 308	835 734
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		206 011	102 622	63 663	62 159
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	519 063	906 711	519 281	345 770	264 963
10.9 Protection sociale n.c.a.	13 617 271	184 952 703	35 817 062	25 867 412	23 196 195
TOTAL Protection sociale	15 693 305	249 077 827	62 768 705	51 198 203	47 834 004
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 473 568 990	1 121 199 859	900 647 875

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	1 507 529	14 477 015	9 507 520	9 507 519	8 473 447
Total	1 507 529	14 477 015	9 507 520	9 507 519	8 473 447
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	650 000	7 402 590	4 571 153	4 083 560	3 088 464
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	7 395 141	5 677 753	5 119 790	3 830 558
02.5 Défense n.c.a.	5 127	1 878 618	1 010 143	710 315	659 616
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	240 132	120 066	108 400	108 400
04.6 Communications	0	197 267	100 974	16 941	2 937
07.4 Services de santé publique	0	775	387	387	387
08.2 Services culturels	0	81 225	40 613	40 613	40 613
Total	655 127	17 195 748	11 521 088	10 080 006	7 730 975
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	5 051 971	4 082 251	3 058 270	1 715 179
01.3 Services généraux	300 000	292 223	164 057	161 008	108 481
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 013 412	5 383 650	3 984 196	2 687 449	1 484 477
03.3 Tribunaux	0	18 050	12 200	12 200	1 805
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	424 297	318 007	250 071	170 243
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	261 875	1 146 841	501 079	378 819	144 081
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	100 000	95 000	82 380	0	0
04.6 Communications	0	17 677	8 838	8 425	8 425
07.4 Services de santé publique	0	895	447	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	710 810	501 002	372 208	305 358
Total	1 675 287	13 141 414	9 654 459	6 928 451	3 938 048
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	511 672	420 865	252 721	204 123
Total	14 363	511 672	420 865	252 721	204 123
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	77 541	1 101 661	803 216	648 379	475 488
Total	77 541	1 101 661	803 216	648 379	475 488
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	19 500	2 640 166	1 954 619	1 766 896	1 290 268
Total	19 500	2 640 166	1 954 619	1 766 896	1 290 268
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
03.3 Tribunaux	0	826 611	542 147	337 239	218 690
Total	0	826 611	542 147	337 239	218 690
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	155 763	1 096 262	667 100	462 822	298 429
Total	155 763	1 096 262	667 100	462 822	298 429

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	77 899	1 521 749	1 165 030	755 446	628 430
Total	77 899	1 521 749	1 165 030	755 446	628 430
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	13 731 640	45 174 777	35 475 245	26 236 919	26 170 753
01.3 Services généraux	120 000	127 754	52 076	50 099	24 673
04.6 Communications	0	12 187	7 352	3 246	3 246
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 024 509	1 024 509	487 295	487 295
09.8 Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 160 615	1 160 615	808 727	808 727
Total	15 073 340	47 499 842	37 719 797	27 586 286	27 494 694
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	474 851	295 547	225 041	144 191
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	50 000	954 854	619 342	516 008	331 236
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	190 000	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	461	211	0	0
09.4 Enseignement supérieur	170 000	211 500	64 600	64 600	64 600
Total	420 000	1 831 666	979 699	805 649	540 027
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	40 000	618 813	354 731	322 950	256 472
Total	40 000	618 813	354 731	322 950	256 472
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	122 500	3 728 696	2 746 972	2 689 972	2 689 972
Total	122 500	3 728 696	2 746 972	2 689 972	2 689 972
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	28 500	974 589	619 472	613 714	542 094
Total	28 500	974 589	619 472	613 714	542 094
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
04.6 Communications	15 000	130 034	77 718	38 759	29 440
Total	15 000	130 034	77 718	38 759	29 440
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
02.1 Défense militaire	45 936 984	81 653 157	47 161 340	37 195 919	18 096 871
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	72 014	68 226	56 521
02.5 Défense n.c.a.	45 413 420	262 453 575	204 933 862	184 981 982	114 771 690
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	2 304 000	1 690 712	1 690 712	691 200
07.3 Services hospitaliers	0	641 794	317 850	317 843	313 815
07.4 Services de santé publique	0	11 860	7 744	4 744	4 744
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	3 075	3 075	3 075
07.6 Santé n.c.a.	0	683 191	280 145	72 840	68 662
09.2 Enseignement secondaire	12 562	238 765	98 057	98 036	93 505
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	10 250	10 250	3 075	3 075	3 075
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	90 317	89 831	89 831
Total	93 752 763	348 334 694	254 658 190	224 526 284	134 192 989

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	150 000	60 000	24 212	24 212
02.2 Défense civile	0	38 000	19 000	19 000	19 000
03.3 Tribunaux	5 162 852	16 928 032	10 447 630	8 912 903	5 376 577
03.4 Administration pénitentiaire	2 975 831	7 739 124	5 079 342	4 734 733	3 161 661
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	492 500	5 279 271	2 737 871	2 240 405	912 376
07.4 Services de santé publique	0	10 991	5 346	5 346	5 346
09.4 Enseignement supérieur	0	550 101	257 242	221 731	179 710
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	100 000	61 055	61 055
Total	8 631 183	30 895 519	18 706 432	16 219 385	9 739 937
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	200 000	1 778 609	1 200 344	1 200 344	1 200 344
Total	200 000	1 778 609	1 200 344	1 200 344	1 200 344
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	659 288	438 546	438 546	438 546
Total	47 500	659 288	438 546	438 546	438 546
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
02.1 Défense militaire	0	8 000	3 200	1 279	1 279
03.1 Services de police	3 093 753	56 253 506	39 322 413	32 146 385	22 073 994
03.2 Services de protection civile	6 679 461	20 157 698	10 718 083	9 435 933	4 802 137
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	13 187 530	29 987 301	14 962 528	11 046 188	9 533 640
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	45 778	20 731	13 401	13 401
Total	22 960 744	106 452 283	65 026 954	52 643 186	36 424 451
235 SECURITE D'ETAT					
02.5 Défense n.c.a.	0	2 500 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	8 185 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870
Total	0	10 685 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	36 294 388	66 427 981	41 617 274	30 566 878	16 964 740
01.3 Services généraux	4 506 950	4 547 804	2 688 009	1 445 760	882 590
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	1 367 250	1 437 808	902 798	436 132	336 835
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	420 282	185 497	157 407	37 005
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	12 142 500	57 000	0	0
04.3 Combustibles et énergie	449 918	1 149 586	784 324	521 104	438 303
06.2 Équipements collectifs	620 000	591 500	522 537	168 188	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 850 000	2 393 498	1 212 250	679 859	130 626
07.4 Services de santé publique	0	496	226	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	773 532	375 889	203 750	52 163
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 800 000	10 710 000	838 745	838 745	838 745
Total	48 438 506	100 594 987	49 184 549	35 017 823	19 681 007

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	100 000	1 132 347	740 993	516 383	416 683
Total	100 000	1 132 347	740 993	516 383	416 683
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	324 854	188 191	188 191	0
Total	0	324 854	188 191	188 191	0
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	570 782	525 196	300 000	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	270 800	255 800	0	0	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	341 671	3 245 486	2 434 526	1 880 019	1 360 849
07.4 Services de santé publique	0	283	129	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 750	57 720	29 421	26 622	25 501
Total	1 188 003	4 084 485	2 764 077	1 906 641	1 386 351
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	2 395 851	25 429 269	12 055 710	10 299 934	9 760 323
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	375	187	0	0
07.4 Services de santé publique	0	592	237	237	237
09.2 Enseignement secondaire	0	95 860	45 930	20 003	20 003
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	187 940	133 306	94 522	67 525
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	14 250	13 538	13 538	0	0
Total	2 410 101	25 727 574	12 248 908	10 414 695	9 848 087
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	108 705	55 575	52 370	45 776
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	285 000	519 336	321 876	193 073	82 936
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	7 000	7 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	443 542	289 869	193 699	191 675
09.8 Enseignement n.c.a.	0	17 480	8 000	0	0
Total	292 000	1 096 063	675 320	439 143	320 387
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	41 420	16 568	14 515	14 515
01.3 Services généraux	1 216 000	2 631 610	1 816 536	1 433 966	726 858
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	23 500 520	54 144 151	36 485 025	19 162 827	14 513 999
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	13 300 784	20 784 093	20 413 493	20 413 493	20 413 493
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	173 913	81 225	14 024	14 024
04.6 Communications	0	36 236	20 243	13 440	13 440
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	950 000	902 500	902 500	36 467	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 660 000	2 527 000	2 527 000	9 201	9 201
07.4 Services de santé publique	0	459	210	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	349 463	216 400	109 953	57 495
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 011	2 622	2 608	1 104
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 263 500	1 263 500	0	0
Total	43 004 804	82 860 356	63 745 321	41 210 495	35 764 131

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	252 505	903 101	469 975	411 815	401 339
Total	252 505	903 101	469 975	411 815	401 339
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	125 319	78 150	58 794	20 599
08.4 Culte et autres services communautaires	0	193 272	107 972	105 168	63 399
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	42 214	767 054	519 577	395 640	213 838
Total	89 714	1 085 645	705 699	559 601	297 836
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	937 695	646 473	431 570	359 221
03.3 Tribunaux	0	1 920 554	1 072 934	1 040 609	710 580
07.4 Services de santé publique	0	897	410	0	0
Total	0	2 859 146	1 719 818	1 472 180	1 069 801
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	84 946	55 008	46 999	45 140
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	870 275	5 265 783	3 259 593	1 869 713	1 061 281
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 300 000	2 124 485	655 330	610 821	591 232
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	181 920	793 888	465 780	344 157	219 060
04.7 Autres branches d'activité	30 827	160 606	112 099	74 186	53 606
04.9 Affaires économiques n.c.a.	140 000	551 894	352 797	317 857	195 611
07.4 Services de santé publique	0	294	134	0	0
09.4 Enseignement supérieur	430 000	979 989	722 991	207 633	190 534
Total	2 953 022	9 961 885	5 623 731	3 471 365	2 356 463
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	406 000	406 000	279 250	199 548	195 250
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	38 532	19 789	12 155	10 655
07.4 Services de santé publique	0	51 193	25 597	5 743	5 743
07.6 Santé n.c.a.	0	61 842	30 921	9 293	0
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 074 328	163 009 340	138 450 422	92 131 929	85 628 345
09.2 Enseignement secondaire	35 265 479	103 981 475	67 479 333	39 167 548	30 655 437
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	185 887	74 935	16 024	11 047
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 252 041	2 256 971	152 272	148 381
09.8 Enseignement n.c.a.	1 948 243	83 048 410	14 695 652	6 147 208	3 743 410
Total	40 762 681	355 034 720	223 312 869	137 841 717	120 398 267
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	160 000	501 196	306 319	168 832	171 275
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	77 124	23 445	17 978	15 500
09.2 Enseignement secondaire	200 000	190 000	0	0	0
09.4 Enseignement supérieur	1 422 532	61 235 324	33 599 753	24 522 848	17 938 619
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	1 791 686	3 061 624	654 531	279 487	86 996
09.8 Enseignement n.c.a.	30 000	9 168 612	4 920 214	3 424 394	3 293 410
Total	3 604 218	74 233 880	39 504 262	28 413 538	21 505 800

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	13 500	9 681	4 867	4 820
01.3 Services généraux	0	12 402	5 837	4 051	4 051
07.4 Services de santé publique	0	1 569	717	717	717
08.2 Services culturels	2 574 728	5 565 301	3 927 264	1 586 597	1 144 855
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	514 500	2 634 859	1 588 565	1 016 339	841 201
09.2 Enseignement secondaire	0	450 330	286 058	275 102	166 579
09.4 Enseignement supérieur	492 750	1 017 952	393 795	319 524	187 872
Total	3 581 978	9 695 913	6 211 916	3 207 197	2 350 095
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	245 110	7 809 674	4 313 049	4 211 951	4 119 450
07.2 Services ambulatoires	13 000	89 970	55 805	0	0
07.4 Services de santé publique	0	397	181	0	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 914 983	7 254 589	4 460 898	3 496 298	2 993 136
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	140 861	2 763 104	1 657 622	1 531 398	1 236 453
09.2 Enseignement secondaire	12 307	532 881	363 403	113 626	69 494
09.4 Enseignement supérieur	0	534 086	308 617	301 894	190 262
09.8 Enseignement n.c.a.	0	17 900	10 000	5 994	3 528
Total	2 326 261	19 002 601	11 169 575	9 661 161	8 612 323
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES					
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	76 000	0	0
07.3 Services hospitaliers	18 630 456	39 495 473	16 880 653	14 064 222	9 366 371
07.4 Services de santé publique	5 853 537	22 010 656	12 302 332	8 470 518	7 950 502
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 220 500	5 126 274	3 201 268	1 712 473	1 271 666
07.6 Santé n.c.a.	20 787 532	66 455 987	31 692 189	20 059 488	15 643 753
10.1 Maladie et invalidité	0	1 193 400	605 700	590 693	582 595
10.2 Vieillesse	0	7 761 422	3 892 358	3 892 358	3 892 358
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	49 400	336 662	225 519	179 393	131 887
10.9 Protection sociale n.c.a.	305 701	5 778 468	3 993 984	2 369 384	2 021 186
Total	46 923 126	148 234 342	72 870 002	51 338 529	40 860 319
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 116 046	1 216 866	1 096 464	979 611
Total	0	2 116 046	1 216 866	1 096 464	979 611

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	35 800	20 000	19 000	19 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	142 500	68 400	66 468	0
07.4 Services de santé publique	2 850	26 255	12 437	11 057	6 374
07.6 Santé n.c.a.	3 325	53 862	34 026	20 362	17 468
08.1 Services récréatifs et sportifs	250 000	237 500	121 400	22 351	22 351
09.5 Enseignement non défini par niveau	18 661	47 653	27 100	17 690	12 076
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	0	600 000	300 000	300 000	300 000
10.4 Famille et enfants	1 461 971	3 938 880	2 531 682	1 438 308	835 734
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 913	75 437	58 701	34 863	32 003
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	551 461	342 248	237 517	163 214
Total	1 893 720	5 709 348	3 515 994	2 167 615	1 408 221
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
07.4 Services de santé publique	0	2 407	1 101	1 100	1 100
09.4 Enseignement supérieur	30 000	681 779	372 091	244 389	155 581
10.1 Maladie et invalidité	0	790 000	0	0	0
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	462 750	494 612	235 061	131 513	101 073
10.9 Protection sociale n.c.a.	154 368	6 386 227	2 351 235	1 426 206	745 304
Total	647 118	8 355 025	2 959 488	1 803 209	1 003 058
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	950 000	902 500	725 000	184 611	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	400 000	15 635 955	613 381	438 390	431 131
04.5 Transports	224 211 807	80 046 923	39 221 786	25 463 755	18 368 508
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	247 500	360 416	111 344	88 894	53 646
04.9 Affaires économiques n.c.a.	501 000	1 924 353	1 142 738	768 694	503 676
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 122	45 072	45 072	45 072
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	200 000	627 987	350 573	284 896	187 977
07.4 Services de santé publique	0	993	454	450	450
09.4 Enseignement supérieur	19 500	107 309	66 923	45 695	30 155
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	142 500	0	0	0
Total	226 726 207	99 795 058	42 277 272	27 320 457	19 620 616
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.1 Gestion des déchets	750 000	712 500	490 000	490 000	490 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 561 432	571 396	311 680	117 464
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	235 811	111 519	45 902	45 900
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	6 143 310	17 933 221	5 756 513	3 648 984	2 579 241
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 191 306	2 974 338	2 000 421	1 143 284	846 979
Total	10 590 316	23 417 302	8 929 849	5 639 851	4 079 584

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	18 678 617	2 034 255	372 861	197 971
04.3 Combustibles et énergie	43 816 469	41 436 900	23 326 899	20 607 297	20 337 434
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	3 800	1 520	608	608
04.5 Transports	150 000	142 500	94 337	94 337	0
04.7 Autres branches d'activité	0	84 510	42 561	39 725	23 249
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	237 500	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	31 138 718	30 718 363	30 483 808	30 373 947
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	800 000	7 101 568	213 507	133 901	133 901
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	6 500 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	18 445 078	53 141 813	16 492 686	15 899 588	15 700 377
07.4 Services de santé publique	0	235	94	0	0
Total	63 461 547	158 466 161	72 924 222	67 632 125	66 767 488
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	450 000	427 500	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 915 700	3 905 123	1 797 624	540 823	408 707
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	50 000	47 500	25 000	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	75 000	1 251 342	793 105	493 191	397 133
Total	2 490 700	5 631 465	2 615 729	1 034 014	805 840
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	2 721 001	8 193 770	5 084 240	3 149 702	2 439 488
07.4 Services de santé publique	0	525	240	0	0
Total	2 721 001	8 194 295	5 084 479	3 149 702	2 439 488
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
04.6 Communications	240 000	694 466	372 563	359 687	255 432
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	30 000	2 171 975	1 691 208	1 245 847	736 199
Total	270 000	2 866 441	2 063 772	1 605 534	991 631
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	250 000	1 447 551	949 226	911 199	609 538
Total	250 000	1 447 551	949 226	911 199	609 538
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES					
06.2 Équipements collectifs	2 174 162	2 064 162	1 051 238	1 014 122	41 597
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 556 669	6 143 278	3 511 475	1 669 369	1 423 677
Total	3 730 831	8 207 440	4 562 714	2 683 491	1 465 274
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	320 000	320 000	160 000	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	18 107	1 421 030	1 127 663	627 813	693 360
06.1 Logement	6 000 000	5 889 526	5 827 705	5 803 839	5 797 003
06.2 Équipements collectifs	300 000	285 000	11 400	0	0
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et de	0	34 010	19 000	18 978	13 066
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	40 000	278 494	149 060	68 294	37 399
Total	6 678 107	8 228 060	7 294 828	6 518 924	6 540 827

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	1 280 000	6 452 162	1 614 454	1 261 511	1 006 096
06.2 Équipements collectifs	420 000	581 283	290 037	231 324	110 621
07.4 Services de santé publique	0	771	352	0	0
09.4 Enseignement supérieur	1 695 071	1 179 921	133 107	99 323	86 389
09.8 Enseignement n.c.a.	64 759	181 978	105 619	34 161	14 114
10.4 Famille et enfants	95 000	1 129 250	0	0	0
Total	3 554 830	9 525 365	2 143 568	1 626 319	1 217 219
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	157 331	96 776	69 019	61 863
04.5 Transports	376 268	2 949 653	2 110 181	1 785 566	1 441 448
04.7 Autres branches d'activité	300 000	250 000	165 000	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	35 845	16 826	13 221	13 221
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 900 000	1 830 000	671 000	0	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	237 500	0	0	0
Total	2 831 568	5 460 329	3 059 783	1 867 806	1 516 532
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	52 500	163 738	86 195	50 190	25 483
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	400 000	1 246 411	649 933	408 801	286 859
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	257 316	220 333	74 457	48 487
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	226 236	142 273	110 306	68 551
07.4 Services de santé publique	0	253	116	0	0
Total	502 500	1 893 954	1 098 849	643 753	429 380
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	29 308 639	145 358 187	41 860 365	33 067 372	24 663 766
Total	29 308 639	145 358 187	41 860 365	33 067 372	24 663 766
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7 379 826	39 380 414	7 168 491	5 223 943	2 734 248
Total	7 379 826	39 380 414	7 168 491	5 223 943	2 734 248
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 600 011	10 385 003	6 708 411	6 646 808	6 491 060
Total	1 600 011	10 385 003	6 708 411	6 646 808	6 491 060
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
04.7 Autres branches d'activité	722 981	1 018 178	244 951	205 226	158 618
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	18 315	9 133	8 165	7 320
08.2 Services culturels	756 300	1 457 685	1 059 548	779 949	495 777
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	200 000	1 037 501	611 445	393 877	299 351
Total	1 679 281	3 531 679	1 925 077	1 387 217	961 065

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	1 008 960	2 244 908	573 156	304 957	187 759
01.3 Services généraux	14 258 519	35 258 519	18 994 237	18 398 580	17 831 343
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	21 848 906	111 295 601	80 446 370	32 367 524	28 726 272
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	170 988 091	79 430 000	79 161 767	77 536 868
02.2 Défense civile	0	0	0	0	0
03.2 Services de protection civile	5 512 324	7 612 986	166 773	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	28 604 830	24 438 241	0	0	0
04.5 Transports	71 076 021	17 631 239	595 050	0	0
04.6 Communications	0	312 505	306 253	145 290	131 041
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	20 000 000	4 996 743	4 386 944	2 773 197
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	0	0	0
06.2 Équipements collectifs	1 388 179	3 514 685	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	40 000 000	17 772 303	13 252 477	12 848 630
07.6 Santé n.c.a.	0	17 011 082	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.2 Vieillesse	0	47 599 450	19 000 000	19 000 000	19 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	160 006 710	26 907 612	20 879 107	19 312 413
Total	178 497 739	662 560 548	249 188 496	187 896 646	178 347 524
TOTAL	886 215 399	2 653 463 513	1 385 537 535	1 049 771 349	831 101 590

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
04.7 Autres branches d'activité	2 647 889	8 944 500	5 008 423	3 032 201	2 543 938
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	67 450	33 725	8 863	8 863
09.8 Enseignement n.c.a.	0	93 000	46 500	14 342	14 342
Total	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143
TOTAL	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	87 900 000	77 092 690	65 128 727	65 128 727
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	61 976 517	61 976 517	0	0	0
Total	61 976 517	149 876 517	77 092 690	65 128 727	65 128 727
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
Total	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
10.4 Famille et enfants	0	600 000	300 000	0	0
Total	0	600 000	300 000	0	0
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 735 000	2 300 000	1 220 000	1 098 554	97 195
Total	1 735 000	2 300 000	1 220 000	1 098 554	97 195
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	133 000	685 000	223 500	116 849	72 415
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	601 336	226 000	61 868	52 973
Total	138 000	1 286 336	449 500	178 717	125 388
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	0	0	0
Total	2 981 400	2 981 400	0	0	0
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	3 750 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
Total	3 750 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
TOTAL	72 944 117	164 407 453	82 942 807	68 373 104	66 979 141
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 473 568 990	1 121 199 859	900 647 875

ANNEXE 7 :

**SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT
EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT
(BSI) PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2020.**

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2020

(Montant en milliards de FCFA)

N°	Ministères / Institutions	Prévisions rectifiées 2020			Etat d'exécution au deuxième trimestre 2020				
		Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux %	Part %
1	Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	11,321	11,839	0,413	1,512	1,925	16,26	2,16
2	Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	17,580	26,675	25,316	-	25,316	94,91	28,43
3	Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	8,237	12,901	1,872	2,749	4,621	35,82	5,19
4	Ministère de l'agriculture	45,711	33,723	79,434	14,437	7,966	22,403	28,20	25,16
5	Ministère de l'élevage et de la pêche	18,708	6,251	24,959	2,740	1,124	3,864	15,48	4,34
6	Commissariat à la sécurité alimentaire	-	1,213	1,213	-	0,187	0,187	15,42	0,21
7	Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	47,359	71,824	16,648	9,705	26,353	36,69	29,59
8	Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	-	1,039	2,195	-	2,195	211,26	2,46
9	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	-	3,427	3,427	-	1,311	1,311	38,26	1,47
10	Ministère de l'économie et des finances	-	24,639	24,639	-	0,874	0,874	3,55	0,98
11	Ministère des mines et du pétrole	-	1,000	1,000	-	-	-	-	-
12	Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,200	-	-	-	-	-
13	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	7,800	15,600	-	-	-	-	-
14	Ministère de l'industrie et du commerce	-	0,800	0,800	-	-	-	-	-
15	Ministère des maliens de l'extérieur	-	0,050	0,050	-	-	-	-	-
Total		112,200	163,400	275,600	63,621	25,428	89,049	32,31	100,00

Source : DNPd, septembre 2020.